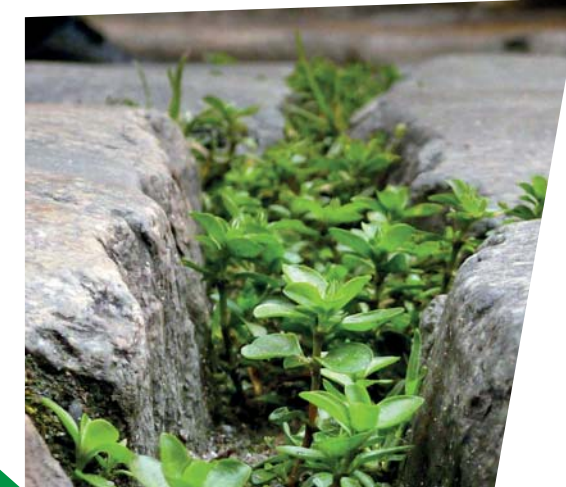


DEMAIN LE SUD ALSACE

5 idées-clés



DIRECTRICE DE PUBLICATION :

viviane.begoc@aurm.org (Directrice de l'AURM)

APPUI PROJET :

roxane.hermiteau-beyribey@aurm.org (Documentaliste)

MISE EN PAGE, GRAPHISME :

MW CREATION

SOURCE RÉFÉRENCES-CLÉS :

p.4 : Insee 2014, Unesco 2016, INSEE et Ministère des Transports 2008 ; p.6 : Baromètre du numérique CREDOC 2016, marketive.fr 2016, hyperloop-one.com ; p.8 : Insee modèle OMPHALE de 2010, Ministère de la ville, jeunesse et sport 2015, wiserskills.com 2017 ; p.10 : worldwildlife.org 2016, Le 1 du 27 sept. 2017, sondage Unep-lfop 2016 ; p.12 : Enquête Obergo portant sur l'année 20015/2016 Cabinets Obergo et Odoxa 2016, cget.gouv.fr 2016, statistiques.developpement-durable.gouv.fr 2017.

CRÉDITS PHOTOS :

AURM sauf mention contraire : p.1 CC Flickr, Yohann Tournebise / CC Pixabay / MW Creation / Mulhouse c'est vous ; p.4-5 CC Wikimedia, Billy 69150 / Deligne, IAU, Cahier n°172 ; p.6-7 CC Flickr, Robert Scoble ; p.8-9 Les Mulhousiennes, Christophe Walter ; p.10-11 CC Flickr, Sam Churchill / Commune d'Ungersheim / CC Pixabay / Fanny Delque ; p.12-13 Commune de Kingersheim / Domaine Publique, Wikipédia, radio-identification.


aurm 25ANS

agence d'urbanisme de
la région mulhousienne

33 avenue de Colmar -5^{ème} étage
68200 MULHOUSE
Station tram : "Grand'Rex" (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 74

www.aurm.org


aurm 25ANS
agence d'urbanisme de
la région mulhousienne



PRÉAMBULE

L'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne a 25 ans. Nous avons souhaité fêter cette longévité à travers **une certaine idée du FUTUR**. Car telle est bien la mission socle d'une agence d'urbanisme : observer et anticiper les évolutions des territoires afin d'accompagner les décideurs publics.

Pour cette année anniversaire, les collaborateurs de l'Agence ont ainsi produit **25 épisodes d'une série intitulée Demain**. Chaque lundi, pendant 25 semaines, quelques 1 700 contacts référencés à l'Agence (élus, techniciens, acteurs de la société civile ou simples citoyens) ont reçu par voie électronique, via le blog demain.aurm.org, un lien pour accéder à l'épisode de la semaine. Aussi, la presse locale s'est fait l'écho de la parution des différents numéros. L'intégralité des 25 épisodes se trouve réunie en fin de cet ouvrage.

Nos motivations pour fêter de cette manière notre anniversaire ont été multiples :

- Valoriser nos missions et nos données ;
- Parler du territoire vécu « Sud Alsace » ;
- Ouvrir des chantiers prospectifs de politiques publiques tout en apportant un éclairage sur les tendances de demain ;
- Nouer une relation encore plus étroite avec nos partenaires ;
- S'ouvrir au grand public.

Les pages suivantes constituent une synthèse de toute cette production. Les différentes remarques recueillies sur le blog ont aussi permis d'alimenter ce condensé. **Cinq orientations clés pour notre Sud Alsace de demain** ressortent clairement de ce travail. Nous espérons qu'elles puissent en constituer une feuille de route.

Jean Rottner, Président
Josiane Mehlen, Vice-présidente
Les administrateurs
et toute l'équipe de l'AURM



Relations entre villes et campagnes : les cartes redistribuées	4
L'appui technologique : oui ! mais....	6
Modes de vie : une adaptation en continu de l'action publique	8
Nature et bien-être : un retour aux sources	10
Citoyens, entreprises, institutions : de nouvelles attributions	12
Epilogue	14
L'Aurm : qui sommes-nous ?	15

Relations entre villes et campagnes : les cartes redistribuées

3 orientations pour le futur ?

- # Nous adapterons nos pratiques pour une société fonctionnant davantage en réseau et donc dans des territoires en interaction et interconnectés
- # Nous serons attentifs à la cohésion sociale et environnementale entre territoires très hétérogènes
- # Nous veillerons à la qualité et la valorisation de notre cadre de vie pour assurer une large adhésion citoyenne des résidents et des actifs

VOIR AUSSI LES FICHES :

- 14/25 Sacre de la ville ou retour au rural ?
- 18/25 Patrimoine revisité : mieux préservé ?
- 22/25 Vers des territoires moins inégalitaires ?
- 23/25 Le tourisme virtuel : un bouleversement ?
- 25/25 Ville-campagne : une relation de confiance !

“ [l’agriculture d’ultra-proximité] est une nécessité sociale [...] garder le lien entre l’humain et la terre et éviter d’être dans des espaces où l’Homme est seul face à l’Homme [...] il faut des politiques volontaristes ”

Steve, 26 mai 2017, demain.aurm.org



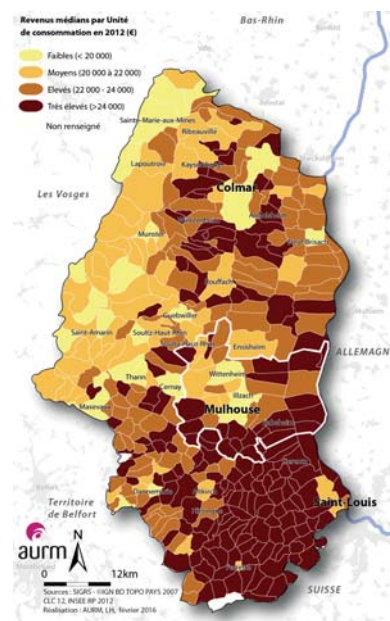
Demain, les relations entre les territoires évolueront encore. Le mouvement amorcé depuis quelques années sera amplifié. Il s’agira d’une organisation territoriale renouvelée dans laquelle **territoires urbains et ruraux fonctionneront en réseau**. Ils dialogueront fortement dans un esprit de complémentarité et d’efficacité.

Les flux seront à double sens. Il sera question de la place de la campagne pour alimenter les territoires limitrophes et davantage peuplés, fournir l’énergie aux agglomérations proches, ou encore être le lieu de récréation des urbains. Réciproquement, la ville continuera à offrir les principaux services de santé, culturels, scolaires ... aux secteurs moins dotés.

En quoi ce mouvement sera-t-il nouveau ?

Il fait bouger la ligne du partage de ressources des territoires et il jouera la carte de la proximité et de l’équilibre. La donne sera différente parce que les avancées technologiques faciliteront et amplifieront les interactions entre territoires.

Néanmoins, il suppose un traitement social, humain et environnemental équitable.



Le Sud Alsace est en proie à des disparités sociales fortes. Un rôle nouveau pour nos campagnes, grâce, notamment, aux possibilités fantastiques qu’offre le numérique.

Sera-t-il la solution pour combattre ces inégalités territoriales ?

Permettra-t-il de dynamiser les secteurs fragiles tels que les hauts de vallées vosgiennes ?

Le patrimoine est notre bien commun. Sa sauvegarde est un défi permanent, son évolution toujours en question. Il contribue à l’attractivité. Cet enjeu est particulièrement prégnant dans notre Sud Alsace (patrimoine industriel, maisons de caractère, savoir-faire culinaire...). Et en parallèle, des lieux culturels éphémères s’y déploient et continuent à faire vivre ce patrimoine. Comme ici à Bâle.

Le tourisme virtuel prend de l’ampleur. Nos territoires, dont le Sud Alsace très attractif, devront s’adapter et organiser différemment leur promotion. L’offre de prestations en milieu rural et urbain devrait être combinée de façon innovante.



Les différences sociales et territoriales sont réelles. Formation, développement économique et politique résidentielle sont 3 leviers à actionner simultanément pour rééquilibrer les territoires.



Alors qu’un certain système économique joue davantage la proximité (alimentation, loisirs, énergie...), notre espace de vie est à géométrie variable et a tendance à s’agrandir.

Quelques références-clés

- > 2 haut-rhinois sur 5 vivent dans une ville de plus de 10 000 habitants
- > Un cinquième des sites patrimoniaux UNESCO est en péril
- > Depuis 30 ans, les distances domicile-travail ont progressé de + 50%



L'appui technologique : oui ! mais....

3 orientations pour le futur ?

- # Nous penserons « territoires intelligents » dans un but de facilitation et de qualité... sans céder à la crainte ou encourir le désarroi.
- # Nous veillerons à éviter la fracture numérique dans la société (habitants, actifs, entreprises...).
- # Nous nous appuierons sur le numérique pour accompagner les changements de la société.

VOIR AUSSI LES FICHES :

- 5/25 L'après Big Brother ?
- 6/25 Tous utilisateurs des transports collectifs ?
- 15/25 Territoires à très haut débit internet = "intelligents" ?
- 17/25 Le smartphone, notre 3ème main ?
- 24/25 Le véhicule autonome libérera l'espace



“ Une technologie peut être bonne ou mauvaise selon l’usage qui en est fait : à nous de nous organiser collectivement pour en tirer le meilleur ”

Bruno G. , 10 juillet 2017, demain.aurm.org

“ Plutôt qu’une illusoire et en réalité ultralibérale course à la vitesse, prolonger les lignes de tramways, créer des lignes de trains, des rocade cyclables... ”

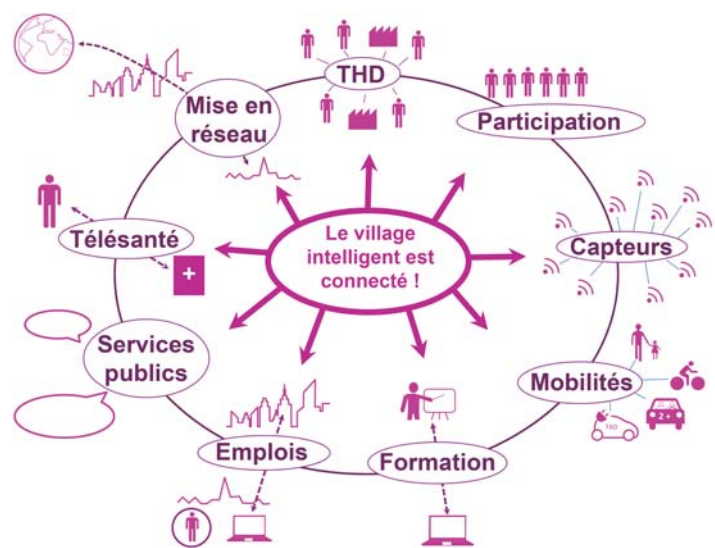
Loïc M. , 14 mars 2017, demain.aurm.org

Les technologies progresseront encore et le numérique **révolutionnera de nouveaux domaines**. Demain, la gestion de la ville et les services rendus aux citoyens seront impactés, dont les transports, la consommation et la fourniture énergétiques.

Les applications engendreront **une masse considérable de données**. Elles seront de plus en plus partagées et rendues publiques. Certains parleront de progrès, d'autres évoqueront les dérives possibles.

Les questionnements seront nombreux : la protection des informations personnelles, la recherche effrénée de vitesse et d'autonomie dans les transports, l'usage universel et exclusif du numérique sans alternative possible, l'évolution des postes de travail avec la robotisation accrue des tâches, l'adaptation des politiques de formation et d'insertion professionnelles ...

Pour ne pas générer une « fracture » dans la société, **il sera primordial d'accompagner les populations et le monde économique dans ces mutations**. Une certaine régulation dans le déploiement de l'usage des nouvelles technologies serait à envisager.



Les données disponibles sur Internet représentent une source d'informations d'une richesse extraordinaire et d'un volume exponentiel. Elles sont aussi génératrices d'inquiétudes en termes de diffusion et d'utilisation.

Le vêtement connecté est composé de tissus high-tech qui entremêlent fibres classiques et micro-capteurs en lien avec nos smartphones. Il permet de mesurer et d'analyser en temps réel des activités de notre corps ou des informations extérieures (L'ensoleillement, la durée de notre sommeil...); Puis d'alerter ! Demain, deviendra-t-il d'usage courant?



Le Smartphone et les tablettes numériques prennent une place croissante dans notre vie. Les alternatives à leur usage se raréfient et la dématérialisation des services publics demande un accompagnement pour une partie de la population. Aussi, la robotisation des postes de travail impacte la structure économique. Elle exige une forte adaptation des compétences des actifs.

Les territoires qualifiés d'intelligents sont connectés, participatifs et collaboratifs. Néanmoins, ils prennent sens lorsque la technologie est appropriée par toutes et tous. « On ne parle pas beaucoup de solidarité dans la « ville intelligente » ...Or, si on veut vraiment faire progresser la ville, c'est sans doute dans ce champ-là qu'il faut investiguer... alors parlons plutôt de Ville bienveillante » Manuel Nardin, Les Echos, 13 sept. 2017.



La voiture autonome partagée fait la vedette. Elle pourrait impacter fortement l'organisation de nos territoires et des espaces publics ... jusqu'à suppléer la voiture individuelle ?

Quelques références-clés

- > 1/3 des français ne disposent pas d'un smartphone.
- > 90% des données mondiales datent de moins de 2 ans.
- > Transport collectif Hyperloop en 2045 : une vitesse de 1.200 km/h.

Modes de vie : une adaptation en continu de l'action publique

3 orientations pour le futur ?

- # Nous accompagnerons la tendance au réinvestissement de l'espace public, tant physique que politique.
- # Nous ferons évoluer les services communs (habitat, équipement, transport...) par anticipation des mutations de la société.
- # Nous rendrons compatibles individualisation des attentes des habitants et actions publiques collectives.

VOIR AUSSI LES FICHES :

- 1/25 La rue comme salle de sport ?
- 2/25 Des emplois résolument différents
- 4/25 La santé au cœur des politiques territoriales ?
- 10/25 Logement : vers de nouveaux standards
- 19/25 Les seniors métamorphosent nos cités !

“ L’urbanité sportive est un des éléments de réponse aux nouvelles envies de pratique du sport. Proposer des aménagements urbains favorise [...] la pratique dans le sens sport-santé mais cela ne reste que complémentaire d’une offre d’équipements traditionnels. ”

Maxime V., 14 février 2017, demain.aurm.org

les
nousiennes

Comme par le passé, les politiques publiques de demain s'accorderont avec **les évolutions de la société**. Mais quelles seront ces mutations ?

La plus évidente concernera la structure démographique. Demain, **le vieillissement de la population** générera encore de nouveaux besoins. Les adaptations seront nécessaires, par exemple, dans le domaine de l'habitat et dans la conception des espaces publics.

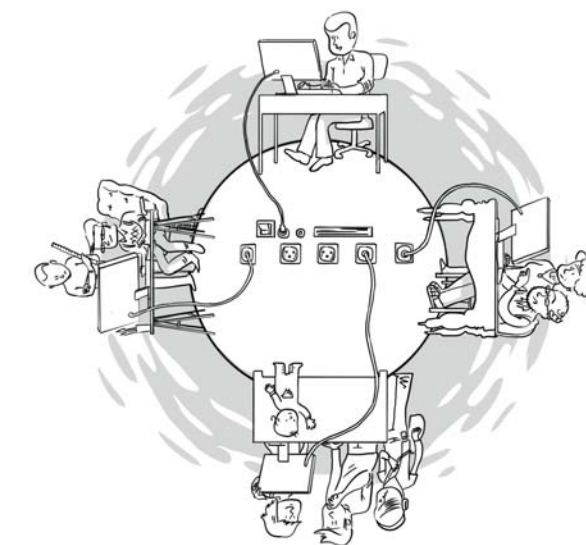
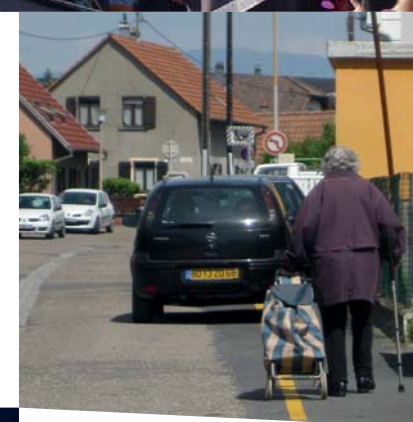
Une **individualisation des comportements** entraînera aussi des attentes différentes. Il sera recherché moins de standardisation, moins de collectif... Des solutions différenciées seront à promouvoir. Elles toucheront des secteurs aussi divers que les équipements sportifs et de loisirs, la structure de l'habitat ou les politiques de prévention de la santé. En outre, l'évolution du salariat et des modes de travailler, dans cet esprit croissant d'indépendance, nécessiteront d'adapter les lieux de travail

Paradoxe : dans une société où le collectif sera moins présent, l'utilisateur ne se tournera-t-il pas davantage vers " le pouvoir public" pour répondre à ses attentes ?



Les évolutions des activités et des emplois suscitent de nombreuses interrogations. La tendance pourrait bien être à l'hybridation des activités et des emplois, sans frontière bien établie entre production et service. S'y ajoutent les possibilités accrues offertes par les solutions numériques impactant, entre autres, des besoins en foncier économique, l'urbanisme commercial et « l'écosystème urbain ».

Le vieillissement des populations impactera de plus en plus fortement les politiques publiques. Les domaines concernés sont nombreux : adaptation de l'habitat, santé de proximité, équipements collectifs, silver économie...



La montre connectée connaît un succès grandissant. Elle pourrait constituer un support privilégié en termes de prévention des risques de santé : auto-évaluation de son activité physique, mesure des paramètres médicaux... Sera-t-elle aussi un des outils du déploiement de la « ville autonome » ? On entrevoit déjà des applications dans le domaine de la gestion de la consommation d'énergie.

« e-police, e-cadastre, e-impôts, e-bourses, e-école.. s'il y a un « e », nous l'avons. Les gouvernements sont des services et les citoyens des clients. ». De plus, « On économise chaque mois l'équivalent de la tour Eiffel en papier ». Indrek Onnik, chef de projet du show-room e-Estonia, vitrine du modèle numérique estonien, WeDemain, juin 2017.

Quelques références-clés

- > 30 % de la population de m2A aurait 60 ans ou + en 2030.
- > En France, 2 sportifs sur 3 pratiquent leurs activités hors cadre « institutionnel ».
- > 2/3 des enfants en maternelle exerceront un métier qui n'existe pas aujourd'hui !



Entre le développement du numérique, l'évolution des modèles familiaux, l'augmentation de l'espérance de vie, les enjeux énergétiques... nos modes de vie et nos besoins résidentiels changent. Nos futurs se déclineront-ils en « Habitat modulable », « équipements mutualisés », « généralisation de la domotique », « constructions vertes », ? Prémices de la « ville partagée »... comme ici à Ungersheim.



Nature et bien-être : un retour aux sources

3 orientations pour le futur ?

- # Nous anticiperons les questions environnementales dont celles des changements climatiques
- # Nous déploierons la nature en milieu urbain, à hauteur de son utilité.
- # Nous serons attentifs à accorder « territoire résilient » et « nouveaux usages ».

VOIR AUSSI LES FICHES :

- 7/25 Et si la nature gagnait nos villes ?
- 12/25 Etre "réfugiés climatiques" en 2025 ?
- 16/25 Nos villes bienfaitrices et nourricières ?
- 20/25 Des villes moins peuplées et plus vertes ?
- 21/25 Nos sols pollués utiles et fertiles ?

“ La verdure, C’est le poumon d’une ville. Plus il y en a, mieux c’est ”

Francine S., 13 mars 2017, demain.aurm.org

“ L’agriculture urbaine est, selon moi, une nécessité : proximité, circuits courts, création d’emplois, lien social, découvertes pour le grand public urbain, réinsertion pour certains ... Tout cela peut être mis en place intelligemment ! ”

Patricia P., 17 mai 2017, demain.aurm.org



Retour au naturel et au local... demain, le mouvement de fond amorcé assez récemment prendra de l’ampleur et deviendra une préoccupation vitale. Il sera question d’agriculture de proximité, de fourniture d’énergie " courte distance", de la campagne dans la ville, d’économie circulaire démultipliée et massifiée.....

Car l’environnement nous rappellera toujours à sa considération. Preuve en seront les bouleversements climatiques qui nous concerneront aussi. Selon Hervé le Treut, le 1^{er}, sept 2017 « A terme nos territoires devront tous s’adapter à des changements importants et désormais inévitables [...]»

Il nous faut pour cela des politiques d’urbanisme de transformation, avec un contexte politique permettant une appropriation par les populations concernées [...] rechercher des co-bénéfices entre les actions d’adaptation et celles d’atténuation de l’effet de serre »*

Dans cette perspective, **proximité, bien-être et résilience du territoire seront indissociables.**



Depuis quelques années, les consommateurs ont accès à des produits agricoles d’ultra-proximité, comme à Zillisheim. Cette activité organisée en circuits courts présente de nombreux avantages : vente directe, utilisation d’espaces verts délaissés... Elle répond également à nos besoins alimentaires tout en favorisant une nourriture plus saine.

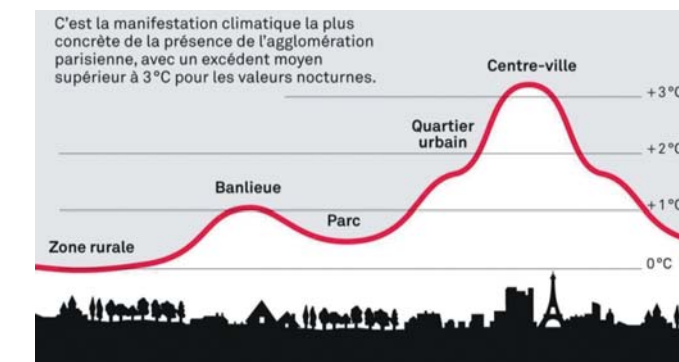
Certaines agglomérations perdent massivement de la population et « rétrécissent ». Il va falloir concevoir autrement la ville, plus verte, plus conviviale, plus ouverte à son environnement... Cette conception vaut autant pour les villes dynamiques que pour celles en renouvellement.

Le projet de Guebwiller en est une illustration. A terme, il s’agit de la mise en valeur du patrimoine historique et naturel.

Inondations violentes, typhons meurtriers, canicules... Ces événements paraissent lointains. Et pourtant, de récents orages violents nous rappellent que les bouleversements climatiques touchent également l’Alsace.



« Aujourd’hui les objets sont conçus pour faire leur travail et ensuite devenir des déchets [un système linéaire, par opposition à l’économie circulaire]. Penser autrement, c’est créer de la valeur » Hélène Mac Arthur, WeDemain, juin 2017.



Ce schéma illustre le phénomène d’îlot de chaleur urbain. Les températures des secteurs urbanisés sont plus importantes que celles de la périphérie rurale. Ce phénomène n’est pas nouveau, mais il tend à s’accroître avec le réchauffement climatique. Il s’accroît aussi du fait d’une urbanisation trop peu attentive à la nécessaire création d’îlots de fraîcheur, de zones végétalisées....

Quelques références-clés

- > Une régression de près de 60% des vertébrés depuis les années 70.
- > 40 Mio de déplacés climatiques dans le monde en 2017 (100 Mio en 2040).
- > 80% des français : la proximité d’un espace vert comme critère du choix résidentiel.

Citoyens, entreprises, institutions : de nouvelles attributions

3 orientations pour le futur ?

- # Nous veillerons à faire coïncider « prise de décision » avec « partenariat négocié et efficient » et « échelle géographique pertinente ».
- # Nous améliorerons les procédés de démocratie participative afin d'accroître l'implication citoyenne.
- # Nous accompagnerons le mouvement de fond des transformations du salariat.

VOIR AUSSI LES FICHES :

- 3/25 Un territoire "éco" ? Des citoyens "colibris" ?
- 8/25 La géographie humaine : le retour ?
- 9/25 L'urbanisme, un jeu d'enfant ?
- 11/25 Tous télétravailleurs ? Tous indépendants ?
- 13/25 De l'habitant à l'usager expert ?



“ Nous ne sommes plus dans une société régie par les seuls cadres collectifs [...] La société est basée sur une somme de choix autonomes « d'individus-citoyens » mais aussi sur des liens d'affinités qui tissent le lien social ”

Jean Rottner, Président de la FNAU, Traits d'Agences, été 2015.

Et si demain le développement durable, l'urbanisme, le paysage, la socio-économie... parlaient à tous et nous concernaient tous ? Le challenge sera possible et nécessaire...

Car il y aura urgence à **reconsidérer la place de l'usager dans la vie** de la cité. Pourquoi ? parce que l'administré recèlera toujours une expertise utile aux pouvoirs publics. Il souhaitera dialoguer de façon constructive avec les décideurs. Parce que le monde entrepreneurial évoluera aussi en profondeur. L'actif sera à la fois « ubérisé » et en mode collaboratif. Les acteurs de la cité seront encore pluriels. **Les projets publics seront co-construits entre élus, socio-professionnels et habitants.**

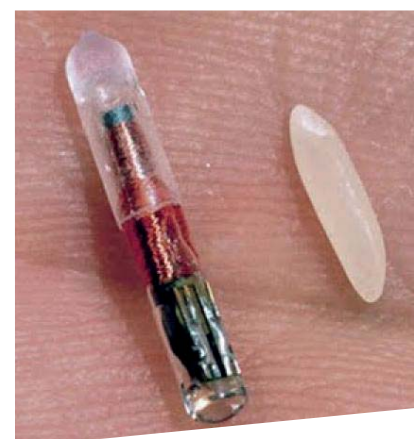
Néanmoins, **cette gouvernance nécessitera des prérequis** : la population bénéficiera d'actions d'acculturation ; les règles du jeu seront connues et acceptées de tous ; les démarches, parfois hors cadre institutionnel ou territorial, exigeront une certaine souplesse.

A l'avenir, la pratique du « territoire négocié » ne sera-t-elle pas banalisée ?



Réduire ses déchets, économiser de l'énergie, produire de façon renouvelable... sont des engagements dans une démarche de transition propre à chaque individu... au même titre que pour les pouvoirs publics.

Et si demain, « faire notre part » devenait une banalité plutôt qu'une exception. Le développement de l'économie circulaire « domestique » est une des pistes pour renforcer la transition énergétique et alimentaire du Sud Alsace.



La participation des habitants à la gouvernance locale est renforcée par les récentes lois et par les possibilités qu'offre le numérique. Mais où placer le curseur ? Pour une efficacité accrue, la question de la méthode participative et de la valorisation des compétences des citoyens est posée comme ici à Kingersheim.



Régions, intercommunalités, communes... les frontières de nos collectivités sont en redéfinition constante. Les périmètres et compétences s'élargissent alors que des besoins de gestion locale de nos territoires restent nécessaires.

L'implant RFIA, en photo, permettra-t-il d'identifier et de localiser des biens et des individus ? Contribuera-t-il à accélérer l'effacement des périmètres administratifs et à « autonomiser » le citoyen ?



Pour certains, le salariat est amené à disparaître, remplacé par un monde d'entrepreneurs indépendants. Pour d'autres, il perdurera mais les façons de travailler évolueront (hiérarchie moins présente, petits collectifs de travail...).

Même si le bouleversement n'est pas complet, les interrogations sont nombreuses : statut de l'actif, lieu de travail, sécurisation des parcours professionnels ...

Quelques références-clés

- > Moins de 3% de télétravailleurs en France.
- > 1 200 conseils citoyens en France.
- > Une baisse de 13 % de la consommation domestique journalière d'eau potable par habitant (2001 à 2013).

EPILOGUE

« **La ville aimable** », tel est le thème de la dernière université d'été du Conseil Français Des Urbanistes (CFDU) « C'est une ville à la fois *apaisée, ludique, affective*, mais également une ville *inclusive*. Enfin, c'est une *ville agile*, parce que mutable et innovante, et une ville *fertile*, parce que nourricière, collaborative et résiliente. » Traits urbains, sept/oct 2017.

Ces qualificatifs siéent bien à un certain dessein pour le Sud Alsace.

Cet objectif de cité idéale est conditionné par la prise en compte des mutations à l'œuvre. Ces dernières pourraient avoir pour moteur :

- **L'interconnexion** entre les territoires est volontaire, multidimensionnelle et en progression.
- Ces mêmes territoires militent pour une **singularisation** et une différenciation renforcées... et sont enclins à l'**expérimentation** locale.
- Les comportements sont individualisés ... mais une certaine **sphère collective** progresse avec la notion de mutualisation, démocratie participative, partage ou encore négociation.
- Le maître-mot des politiques publiques est « Adaptation » pour maintenir le cap immanquable du « **territoire résilient** ».

Il convient à nous tous d'anticiper puis d'accompagner les changements en cours, mais aussi de les réguler. **La feuille de route pour bâtir le Sud Alsace de demain est largement esquissée.** Suivons-la et rendez vous à l'occasion de nos 30 ans pour dresser un bilan. Le portrait du Sud Alsace « aimable » sera-t-il bien le suivant ?

- 1 - Le dialogue ville-campagne est renoué.
- 2 - La révolution numérique est bénéfique car les prérequis sont respectés.
- 3 - L'action publique est en phase avec des modes de vie chamboulés.
- 4 - La nature prévaut et anime l'espace collectif.
- 5 - De nouvelles bases citoyennes et entrepreneuriales se structurent avantageusement.

L'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne Qui sommes-nous ?

Un outil d'aide à la décision

L'Agence a été créée il y a 25 ans avec comme vocations :

- > Observer et anticiper les évolutions urbaines
- > Accompagner les décideurs publics de l'aménagement
- > Assurer une cohérence de l'action locale.

L'Agence est le maillon « amont » de l'aménagement territorial. Pour ses partenaires « aval » (m2A, Région, Etat, Communes, CCI, Citivia, Mef...), elle apporte connaissances et expertises, complète un point de vue, défriche un sujet. Elle s'adresse aux élus, techniciens des collectivités publiques, socio-professionnels et autres habitants. Le dialogue avec les citoyens est croissant.

Une association d'intérêt général

Des représentants d'organismes publics et l'Etat siègent au conseil d'administration de l'Agence. Les mandats des élus pilotant l'Agence sont diversifiés. Ils garantissent une vision prospective stratégique et neutre.

Un travail en réseau démultipliant les savoirs

L'Agence constitue une Agora collaborative pour nos partenaires. Elle assure la transversalité des approches thématiques et encourage au dialogue entre les différentes « strates » géographiques. L'Agence coopère avec plus de 100 organismes : expertises mutuelles, échanges de bases de données, association aux comités de pilotage, etc. L'Agence adhère à la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU). Elle regroupe 50 agences.

Une documentation accessible à tous

Le centre de documentation contient plus de 10 000 documents, 800 publications Agence, 5 000 photos, tous référencés sur notre site Internet. Il dispose de nombreux périodiques spécialisés ainsi que des documents de planification et de programmation de la région mulhousienne.

L'Agence dispose d'un site internet actualisé. Vous y trouverez les études, les dossiers d'expertise, les supports d'information (Revue de presse, Newsletter, Panorama...). Elle participe à la démarche DATAgences.

Un périmètre à géographie modulable

Les missions couvrent la région mulhousienne et son vaste territoire d'influence et de coopération (Sud-Alsace, Région Grand Est, Rhin supérieur, Espace Rhin-Rhône ...).

L'Agence apporte son expertise sur des territoires de toute taille : îlot, quartier, commune, secteur intercommunal, région...

Mots clés

- Analyse et prospective
- Aide à la décision
- Mise en réseau et partenariat
- Centre de ressources

De larges domaines de compétence

L'Agence est composée d'une douzaine de collaborateurs. Les thèmes d'investigation sont larges et en constante adaptation aux besoins de connaissance : plan d'aménagement, réglementation (Plu, Plui, Scot, Plh, Pdu, Sraddet...), habitat, sociologie, services à la population, transports, numérique, économie territoriale et filières locales, paysage, foncier, développement durable.



25 questions pour interroger l'avenir

La rue comme salle de sport ?

Depuis 40 ans, le sport est entré dans la vie d'un nombre croissant d'individus. La diffusion de la pratique sportive et sa diversification, induisent de nouveaux besoins. Aujourd'hui, les espaces sportifs, tout comme les pratiques et les usagers, évoluent. Repenser l'offre d'équipements et leur organisation, devient alors une nécessité.

Le Street Workout, c'est quoi ?

Il s'agit de l'activité physique en accès libre dans l'espace public. Cette discipline nouvelle, née en Suède, s'est développée aux États-Unis. Elle est aujourd'hui en plein essor partout en France. Ce sport est basé sur l'utilisation du mobilier urbain comme support d'exercice physique, de pompes, dips, squats, twists, pompes en équilibre, flexions ou de tractions. Du parcours de santé à l'aire de jeux pour enfants en passant par les bancs, les poteaux, les panneaux, les murs et autres « accessoires » du décor urbain... tout est prétexte à l'exercice physique, pour tout le monde et pour tous les âges !



Le trail (ici celui de Mulhouse), le cross fit ou les courses nature par exemple, se pratiquent sans être licencié.



Parc Street workout à Schiltigheim, Bas Rhin
Un sport à mi-chemin entre la gymnastique et la musculation qui mélange des figures de force, de souplesse et d'équilibre, et qui se pratique par tous temps, à l'extérieur, dans l'espace public.

DONNÉES CLEFS

53% des français

pratiquent régulièrement une activité physique

1/3 d'entre eux seulement la pratique dans un cadre institutionnel

923 équipements sportifs dans la région Mulhousienne en 2016

soit

26 % des équipements sportifs haut-rhinois



La ville d'Eindhoven (Pays- Bas) aménage des parcours santé ludique adaptés aux personnes âgées tout en mettant à profit son mobilier urbain. Les exercices santé proposés sont indiqués par des dalles intégrées aux trottoirs.

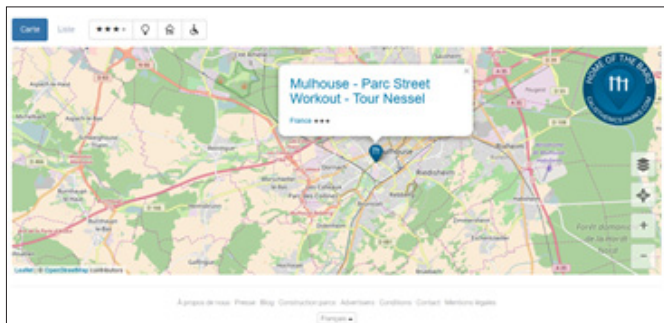
Aujourd'hui, la pratique libre se développe. Elle s'organise entre amis, en famille ou dans les quartiers urbains sur les «city stades».

Les activités ont pour finalité l'entretien de la forme physique et la création de lien social par la convivialité qu'elles suscitent. La demande de sport loisir plutôt que de compétition est en hausse.

Comment expliquer ce changement de tendance ? La vitalité associative diminue, les usagers sont de plus en plus réticents à s'engager et souhaitent maîtriser les coûts et consommer « comme, quand et où » ils le souhaitent. Les salles privées (comme par exemple Star fitness, Fitnesspark, ou Décathlon), sont ainsi les premières à s'être emparé d'un marché en proposant une offre sans adhésion qui séduit un public croissant. Enfin, la demande porte de plus en plus sur un encadrement professionnalisé. Aujourd'hui, le bénévolat associatif ne suffit plus, les micro clubs se développent de plus en plus, tout comme le recours à un coach sportif individualisé, des pratiques inspirées du modèle anglo-saxon.

Des applications numériques se développent pour accompagner la pratique du sport en ville

Vous recherchez des spots d'entraînement ? Le site « calisthenics-parks » vous indique les lieux près de chez vous. Vous êtes fan de parkour ou de street workout? « Wespot » repère pour vous les espaces urbains les plus propices à ce sport. Murets, poteaux, escaliers, et autres zones aménagées à cet effet sont ainsi géolocalisées, vous invitant à les tester.



Extrait de l'application Wepot à Mulhouse. Les applications numériques ont de nombreuses vertues: elles encouragent la pratique du sport, décuplent la motivation, apportent de la documentation ou encore des moyens efficaces pour déterminer ou accomplir des objectifs fixés.

Le nombre d'infrastructures sportives à rénover est élevé. Le risque de concurrence territoriale de l'offre sportive devient une réalité.

De nombreux équipements sportifs seraient à moderniser. La moitié du parc a été construit dans les années 1980. Les 4/5 des équipements de la région mulhousienne n'ont jamais fait l'objet de travaux de réhabilitation depuis plus de 40 ans! La fonctionnalité sera à adapter à l'évolution et à la diversification des usages. Pour certaines collectivités, le poids financier limitera l'investissement. Les lieux de pratique ne sont plus aussi intimement liés au lieu de résidence. Le sportif hésite de moins en moins à faire quelques kilomètres en plus si la salle ou l'encadrement est jugé meilleur dans la ville voisine.

➔ Notre questionnement

- «**Enfin, a-t-on encore besoin de nouveaux équipements sportifs «traditionnels»?**»
- «**La mutualisation des infrastructures sportives ne serait-elle pas une piste pour accélérer leur nécessaire modernisation ?**»

➔ À lire, à voir...

- «Les français veulent plus d'équipements sportifs pour tous et en accès libre?» 2016/12, Pascal Weil (La gazette des communes)
- «L'espace urbain, nouveau terrain de jeux des sportifs?» 2016/10, David Pico (La gazette des communes)
- «Pratiques sportives et infrastructures sportives de proximité?» 2015/12, Ministère des sports

➔ Votre avis, blog, échange, forum sur... demain.aurm.org



Contact : Jennifer Keith
 Chargée d'études Habitat et Cohérence Territoriale
 33 avenue de Colmar -5ème étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 82
 Courriel : jennifer.keith@aurm.org



2/25 DEMain

25 questions pour interroger l'avenir

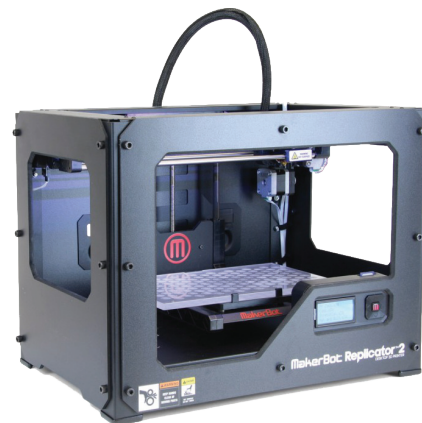
Des emplois résolument différents

Les évolutions des activités et des emplois suscitent de nombreuses interrogations. De nouvelles définitions voient le jour. Il est ainsi question d'emplois productifs et d'emplois présents, d'activités protégées ou d'activités exposées etc. Ces approches dichotomiques ne sont pas sans intérêt. Mais, pour l'avenir, la tendance pourrait bien être à l'hybridation des activités et des emplois, sans frontière bien établie entre production et services par exemple. Voici deux fictions pour illustrer cette tendance.

Le consommateur styliste

"Demain ? Je vais faire chauffer ma puce. Vous savez, celle qu'on nous a gravée dans le bras il y a quelques années et qui contient tout : passeport, dossier médical et même compte en banque avec paiement RFID incorporé, c'est le cas de le dire... On ne risque plus de perdre ses papiers... sauf à perdre le bras... Enfin bref, ce matin je suis passé devant mon miroir intelligent qui m'a scanné comme d'habitude. Sa petite voix m'a annoncé la bonne nouvelle: j'ai retrouvé ma taille de guêpe.

Alors je lui ai demandé de me faire voir les dernières nouveautés : jupes, chemisiers, pantalons... la totale je me suis fait. C'est fascinant. Suffit de dire ce que l'on veut, puis le type de tissu, puis les couleurs. A chaque fois, on peut rien qu'en touchant un



Les imprimantes 3D permettent à n'importe qui de produire des petits objets... demain des maisons «sur mesure» ?



Les drones remplissent de plus en plus de missions. Certains aimeraient les voir assurer les livraisons à domicile.

DONNÉES CLEFS

Entre 1989 et 2014

+60%

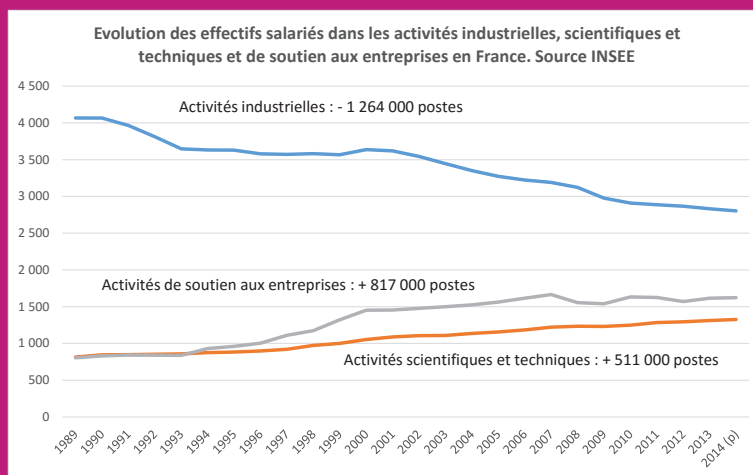
croissance de la production industrielle (en euros courants)

-31%

baisse des effectifs industriels

+82%

la croissance des effectifs salariés dans les activités scientifiques et techniques et de soutien aux entreprises



Quelle est la différence entre un ingénieur employé dans une entreprise industrielle et un ingénieur employé dans un cabinet d'études chargé d'installer une nouvelle chaîne de montage dans l'entreprise industrielle? Aucune, si ce n'est que dans un cas il sera compté parmi les effectifs industriels, dans l'autre dans les effectifs des services. Les frontières s'estompent entre activités.

Demain, il sera de plus en plus difficile de faire la distinction entre un emploi industriel et un emploi de services ou commercial

endroit ajuster le vêtement comme on veut, le modifier, l'agrandir, le raccourcir... Rajouter un accessoire, modifier les couleurs. Vous voyez, je suis à la fois consommatrice, styliste, créatrice de vêtements...

J'ai un peu hésité avant de passer mon bras devant le valideur de commande mais bon, ce n'est pas tous les jours... Je suis impatiente d'aller récupérer tout ça demain à l'atelier du coin. Demain, c'est mon jour de sortie".

Le producteur de services

"Demain ? Comme d'habitude, j'ouvrirai l'atelier pour ... je ne sais pas trop comment vous dire : c'est dur de définir mon travail. Ce n'est pas moi qui vends, ça se fait en ligne. Je ne produis pas vraiment non plus, tout se fait automatiquement, depuis chez le client, sans que j'aie à toucher à quoi que ce soit. Et pour la livraison, je n'ai pas grand-chose à faire non plus ! En fait, je suis là pour m'assurer que les automates fonctionnent comme prévu.

Pour les vêtements, c'est simple, les mesures arrivent par la plateforme directement depuis le miroir des clients. J'ai des grandes cuves de produits biosourcés qui sont capables de produire du textile à volonté. Quand la commande arrive, l'imprimante 3D se met en route. Un peu de ci, un peu de ça, une tache de couleur par ci, un petit noeud par là et hop. Le client n'a plus qu'à venir chercher son vêtement. S'il ne veut pas se déplacer, le drone prend en charge et livre directement chez lui ou bien là où il est, puisque de toute façon il est toujours localisé grâce à sa puce. Mais souvent les clients aiment bien venir. Ça leur donne une occasion de sortir de chez eux.

Pour les chaussures, c'est pareil ou presque. La balance de la salle de bain scanne l'empreinte du pied. Le client va sur le site de Roubouck, d'Abibas ou de Noke ou qui il veut. Il choisit une base qui s'adapte automatiquement à son empreinte et ensuite il choisit les variantes, qui sont infinies. Il n'y a plus une chaussure semblable à une autre ! Là aussi j'ai des composants spécifiques et d'autres imprimantes 3D qui fabriquent la chaussure sur mesure, au plus près de la morphologie et des goûts du client. Ensuite, c'est pareil, le client passe ou le drone part livrer.

En fait, je suis producteur, logisticien, vendeur et parfois même il m'arrive de donner un conseil aux clients de passage !"

➔ Notre questionnaire

Comment rendre compte des changements en cours ? Nos classifications continuent de distinguer des activités qui s'hybrident ; les métiers portent toujours le même nom mais changent de contenu...

Comment former les personnes à des emplois dont les contenus sont de plus en plus transverses ?

➔ À lire, à voir...

Jolly C., Prouet E., L'avenir du travail : quelles redéfinitions de l'emploi, des statuts et des protections ?, France Stratégie, n°0216-04, mars 2016.

Scarpetta S., Quel avenir pour le travail ?, L'observateur de l'OCDE, n°305, janvier 2016.



Consultez notre blog et échangez avec nous sur demain.aurm.org



Contact : Didier Taverne
 Directeur d'études Socio-économie
 33 avenue de Colmar -5ème étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 82
 Courriel : didier.taverne@aurm.org


 agence d'urbanisme de
 la région mulhousienne



3/25 **DEMAIN**

25 questions pour interroger l'avenir

Un territoire «éco»? Des citoyens «colibris»?

Peut-on réussir la transition écologique, énergétique et économique, sans implication individuelle? Les actions menées au niveau des collectivités n'auraient-elles de sens que si elles sont soutenues par les citoyens?

Et si demain, «faire notre part» devenait plus qu'un mot d'ordre? Réduire ses déchets, économiser de l'énergie et/ou en produire de façon renouvelable, voici peut-être vos prochains engagements dans une démarche de transition individuelle.

Atteindre zéro déchet, une démarche qui bouleverse les habitudes de vie

«Andrée, ancienne couturière, s'est lancée il y a deux ans dans l'aventure zéro déchet, et le moins que l'on puisse dire, c'est que ses habitudes de vie ont été complètement bouleversées. Ce sont peut-être les chiffres qui le démontrent le mieux. En une semaine, Andrée, son mari et ses deux enfants, ne génèrent en moyenne que 500 grammes de déchets non recyclables (contre 6 kg pour une personne lambda). Source www.18h39.fr



Colibris tire son nom d'une légende amérindienne, racontée par Pierre Rabhi, fondateur du mouvement des Colibris.

Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : «Colibri! Tu n'es pas fou? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu!»

Et le colibri lui répondit : «Je le sais, mais je fais ma part.»

Créé en 2007, Colibris se mobilise pour la construction d'une société écologique et humaine. L'association place le changement personnel au cœur de sa raison d'être, convaincue que la transformation de la société est totalement subordonnée au changement humain. Colibris s'est donné pour mission d'inspirer, relier et soutenir les citoyens engagés dans une démarche de transition individuelle et collective.

Source : www.colibris-lemouvement.org

DONNÉES CLEFS

En région mulhousienne :

340 kg

= production en moyenne de déchets/an/habitant en 2011*. L'objectif est de réduire à 317 kg en 2017.

* La moyenne nationale est de 366 kg/an/hab.

Source : m2A

160 000 tonnes

de déchets traités par l'usine d'incinération de Sausheim et valorisés en énergie Source : SIVOM-Mulhouse

11 %

de la consommation d'énergie finale est couverte par la production locale en 2013 (source ASPA)



Dessin : AURM

A Stockholm, 36% des autobus circulent grâce aux eaux usées de la ville et aux graisses des restaurants. Ces déchets sont triés puis recyclés avant d'être injectés dans les réservoirs des bus sous forme de biogaz.



La production d'énergie est à la portée de tous, comme ce particulier qui allie éolienne et panneaux solaires sur la toiture de la maison (Mulhouse).

Un mode de consommation plus sobre conduit à réduire ses déchets, recycler ses biens ou encore diminuer sa facture énergétique

Pour atteindre l'objectif zéro déchet, Andrée s'est questionné sur son mode de consommation : acheter le strict nécessaire, privilégier les grandes quantités ou le vrac des produits comme le sucre, la farine, le riz, ...), s'engager à soutenir les producteurs locaux par le biais des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (amap), ou encore produire sa propre lessive ou son détergent.

L'installation d'un compost privé ou collectif permet de réduire les déchets végétaux mais aussi d'amender les espaces cultivés près de chez soi. Ainsi la consommation des produits du jardin diminue l'utilisation d'emballage.

Une armoire triée a pour vertu d'éliminer le superflu et de redonner vie au pull dont on n'aime plus la couleur. Il fera le bonheur de Monique à la «Grafiteria» du quartier. Le meuble télé sans plus d'utilité (l'ordinateur a pris sa place) trouvera une autre destination dans le «fablab». Des outils et matériaux sont mis à disposition pour la rénovation ou construction d'objet. Les nouveaux «ferrailleurs» se retrouvent dans les «cafés repairs» où souvent l'électro ménager reprend vie.»

Demain, l'énergie locale à portée de tous

A force de recycler, de récupérer, d'isoler et rénover les logements la consommation d'énergie diminue. Néanmoins pour combler les besoins, la production d'énergie renouvelable se généralise.

Des coopératives citoyennes se constituent pour mettre en place des éoliennes ou des panneaux photovoltaïques pour une production massive ou individuelle. Elles reprennent également des anciennes installations hydroélectriques sur les cours d'eau de montagne.

Des habitants relient leur logement aux centrales géothermiques dont la capacité d'alimentation en énergie est aussi importante.

En diversifiant les sources d'énergie renouvelable et en diminuant la consommation, le territoire tend à couvrir par sa production ses besoins en énergie.

Et demain, pourra-t-il prétendre à une réelle autonomie ?



«Grafiteria» organisée dans les Charentes, on donne sans nécessairement échanger

➔ Notre questionnement

L'autonomie énergétique du territoire est-elle souhaitable ? Une utopie ?

Comment se traduiront demain la sobriété et l'efficacité énergétiques dans les actes de votre quotidien ?

➔ À lire, à voir...

Publications

«Production d'énergies renouvelables dans la région mulhousienne» - AURM - Juin 2015

« L'essentiel de la Matinale : produisons ensemble et ici notre énergie » - AURM - Juin 2014

Livres

« Tous clima'cteurs » brochure m2A Plan Climat 2010

«Demain et après ...» de Cyril Dion Coédition Actes Sud/Colibris, nov 2016



Consulter notre blog et échanger avec nous sur demain.aurm.org



Contact : Catherine Horodyski
 Chargé d'études Projet urbain - Aménagement
 33 avenue de Colmar - 5ème étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 76
 Courriel : catherine.horodyski@aurm.org



DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

La santé au coeur des politiques territoriales ?

La santé est un enjeu transversal, à la croisée de nombreux chemins. L'offre de soins va-t-elle se dégrader dans des secteurs en souffrance médicale, dans les déserts médicaux ? La révolution numérique ne risque-t-elle pas d'accélérer l'apparition d'une médecine à deux vitesses ? Ou représente-t-elle au contraire la solution aux problèmes de densité médicale ? Ces questions mettent les territoires au coeur de la mutation des systèmes locaux de santé.

Autant de perspectives qui interrogent les professions médicales, les patients, mais aussi les élus ...

Le patient, acteur de sa santé

Les français sont de plus en plus connectés. Pourquoi la santé échapperait-elle à ce mouvement ? Bracelets connectés, podomètres, applications smartphones, consultation internet, chirurgiens de Boston opérant un patient à Strasbourg par l'intermédiaire d'un robot, ... La révolution numérique bouleverse progressivement les pratiques des médecins mais aussi les habitudes des patients, qui deviennent acteurs de leur santé.

Pour autant, on devine que se pose en filigrane la question du coût et de l'organisation du système local de santé. L'accès à la technologie coûte cher et ne sera pas accessible à l'ensemble des patients.



© Pixabay/Creative Commons

Aujourd'hui, les montres connectées permettent de connaître notre consommation de calories par jour, de suivre en direct notre rythme cardiaque ou encore le nombre de pas réalisés dans une journée... Demain ce seront des puces ?



© Commons/Wikipedia

La robotique médicale occupe une place de plus en plus importante dans les salles d'opération. A terme, va-t-elle remplacer la main du chirurgien et le contact avec le personnel soignant ?

DONNÉES CLEFS

49%

des français jugent que des moyens « insuffisants » sont consacrés à l'égalité de l'accès de tous à des soins de qualité

(sondage Ifop mars 2016 pour la Fondation des usagers du système de santé)

49%

des médecins de la région mulhousienne ont plus de 55 ans

(données ARS Grand Est 2016)



© Pixabay/Creative Commons

En Russie, depuis 2009, cinq « trains-hôpitaux » ont été mis en place par l'Etat et les Chemins de Fer russes. Ils permettent aux habitants des territoires sibériens désertés par les médecins de bénéficier deux à trois fois par an d'une offre de soins de qualité. (Plus d'infos : <http://info.arte.tv/fr/siberie-lhopital-sur-rail>). Demain des medicobus dans nos territoires ?

Demain, la santé sera connectée, mais déconnectée de certains territoires ?

Si les patients deviennent acteurs de leur santé au quotidien grâce à une meilleure connaissance de leur état de santé et des facteurs environnementaux, ils risquent de faire face à une médecine à deux vitesses. D'un côté une offre sanitaire de qualité, mais chère, et de l'autre côté une logique curative qui se réduirait pour les plus pauvres à un système de dispensaire.

Vers une santé à deux vitesses ?

Quelle sera l'organisation du système de santé dans la région mulhousienne demain ? Deux scénarii extrêmes sont possibles :

- Le premier repose sur **l'émergence locale d'une « démocratie sanitaire »**. Les patients, mieux renseignés et conscients de leur rôle, se mobilisent pour organiser sur leur bassin de vie une offre de soins de qualité, adaptée aux besoins et aux moyens de la population. Cela nécessite un investissement fort des élus locaux pour promouvoir et développer un environnement de qualité et propice à l'effort physique (pollution et circulation automobile maîtrisées, encouragement à la pratique du sport, alimentation saine dans les cantines, etc). La mobilisation des citoyens, élus et habitants, les conditions de travail offertes,... rendent le territoire attractif pour les professionnels de santé.
- Le deuxième, **c'est le scénario de la dualisation du système de soins local**. Dans un territoire peu mobilisé, déserté par la médecine libérale, les rares médecins et cliniques privées encore présents pratiquent des tarifs prohibitifs pour la majorité des habitants. Le système de soins public explose sous la pression. Il ne peut plus offrir une bonne qualité de soins et de services aux patients. Pour pallier ce déficit, les ONG médicales se mobilisent pour mettre en oeuvre dans ces territoires des dispensaires permettant d'offrir des soins gratuits aux habitants.

Ces deux scénarii sont caricaturaux. Ils montrent cependant bien que **les citoyens et les élus ont un rôle important à jouer dans l'organisation et l'administration des systèmes de santé locaux**. Le déploiement sur le territoire de conditions propices à un meilleur état de santé serait une nécessité : moins de pollution, alimentation en circuits courts, lutte contre l'habitat insalubre, encouragement à la pratique d'un sport ...



La SNCF déploie dans ses gares des postes de chargement des smartphones en recyclant le principe de la dynamo pour produire de l'électricité. Elle contribue ainsi à une action bénéfique pour la santé de ses usagers.

➔ Notre questionnement

Comment une politique territoriale volontaire peut-elle contribuer à l'amélioration de la santé des habitants ?

En tant que citoyens, quel rôle pouvons-nous jouer pour y contribuer ?

➔ À lire, à voir...

- « La santé à Mulhouse et dans ses quartiers. L'impact des inégalités sociales sur la santé des mulhousiens », AURM, ORS Alsace, mai 2015
- « La santé au coeur du développement territorial », la lettre de l'AURM, n°51, septembre 2014
- « Les Français ne pratiquent pas assez d'activités physiques ou sportives », le Monde, 18/01/2017
- « Ville et santé, deux termes à concilier » dossier, Diagonal, novembre 2016, n°198
- « Quelle santé pour demain ? Quand le numérique bouleverse la médecine », Collection Manifestô - Alternatives, Gallimard, 2014



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... demain.aurm.org



Contact : Sébastien Dassonville
 Chargé d'études Cohésion Sociale
 33 avenue de Colmar - 5^{ème} étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 83
 Courriel : sebastien.dassonville@aurm.org

aurm 25ANS
 agence d'urbanisme de la région mulhousienne

5/25 DEMain

25 questions pour interroger l'avenir

L'après Big Brother...

Le nombre de données générées connaît une croissance exponentielle: déplacements, consommations d'énergie, pratiques d'achat, etc. Ces informations sont toutes enregistrées et stockées. Elles représentent une véritable richesse. Mais comment ces informations sont-elles utilisées? Et pour quelles finalités?

La généralisation des données ouvertes

De plus en plus de collectivités publiques et structures privées permettent l'accès à leurs données sur Internet : il s'agit de l'opendata et du big data.

Ces informations concernent tous les sujets du quotidien : population, économie, mobilité, santé, environnement, etc. Certaines données restent assez générales, par exemple les indicateurs communaux. D'autres sont beaucoup plus précises. Elles permettent une connaissance fine de l'individu. Les fichiers sont utilisables par les spécialistes comme par les citoyens. Leurs traitements nécessitent toutefois des compétences techniques.

Les données personnelles : quelles utilisations?

Les données personnelles peuvent provenir :

- de l'utilisation d'applications,
- de l'usage de services (énergies, données mobiles, GPS, carte de fidélité, etc.),
- d'applications collaboratives, type Waze. Les utilisateurs choisissent eux mêmes de délivrer de l'information.

L'analyse de ces données, anonymes, permet de mieux connaître la population et ses modes de vie. Elle peut être réutilisée à des fins commerciales, politiques ou autres.



Les applications disponibles sur les mobiles ou téléchargées enregistrent un volume énorme d'informations, toutes utilisées à des fins prospectives, commerciales ou autres.



Toutes les données disponibles sur Internet représentent une source d'informations d'une richesse extraordinaire.

DONNÉES CLEFS

90%

des données existantes dans le monde ont été créées il y a moins de 2 ans

source : Le big data au quotidien

www.markentive.fr

30 milliards

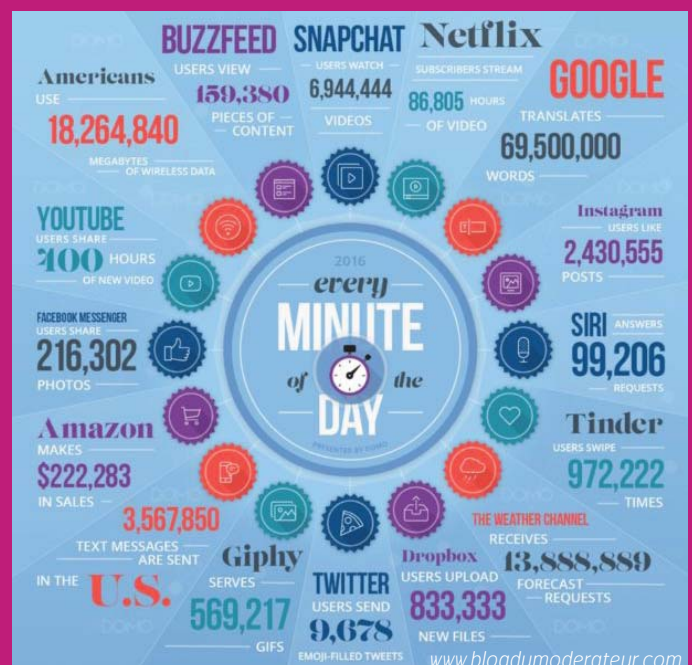
d'objets connectés d'ici 2020

source : Cloudera

comarketing-news.fr

Chaque minute, dans le monde...

2,4 millions de «like» sur Instagram, environ 9 700 tweets envoyés, 216 000 photos partagées sur Facebook Messenger ou encore 7 millions de vidéos vues sur Snapchat



L'expansion de la collecte et la diffusion des données est une réalité. Demain, quid de l'affichage de notre vie privée?

Ouverture des données : quels risques?

L'analyse des données personnelles permet de mieux appréhender les besoins et attentes des citoyens. Elle peut également favoriser la connaissance des territoires : par exemple les déplacements des touristes à partir des données de localisation mobile.

Toutefois, l'utilisation de ces données pose la question de la protection de la vie privée des individus.

Aussi, il existe un fort paradoxe entre le fait d'imposer de masquer des informations personnelles et dévoiler des détails privés sur les réseaux sociaux. Quel équilibre trouver?

Demain, restriction ou ouverture des données?

Le développement du numérique, donc les données générées, se poursuit. De nombreux scénarios sont envisageables pour les prochaines années. Parmi eux, ces deux hypothèses extrêmes :

- **Vers une ouverture totale de l'information**
Le numérique continue de se développer et devient omniprésent. La moindre démarche, personnelle ou professionnelle, est enregistrée : déplacements, achats, conversations, etc. Il s'agit d'une réelle transparence! Ces informations peuvent être utilisées par des tiers. Un des avantages de cette connaissance totale est la facilitation du quotidien. L'anticipation est facilitée. Les informations sont disponibles en temps réel. Mais quid du respect de la vie privée?
- **Vers une ouverture très contrôlée de l'information**
Les citoyens refusent l'utilisation et l'appropriation de l'ensemble des données qui transitent sur Internet. Seules les informations qu'ils souhaitent diffuser peuvent être réellement exploitées. Le numérique continue de se répandre uniquement dans certains domaines, tels que la recherche ou la santé. Le temps n'est plus à la croissance exponentielle du «tout intelligent». Le développement du numérique est régulé.



Les compteurs intelligents Linky restent controversés. Ils enregistrent les consommations électriques de chacun et les transfèrent directement au distributeur d'énergie.

➔ Notre questionnaire

L'information disponible sur Internet est-elle amenée à évoluer jusqu'à une transparence totale ?

Comment seront gérées les données personnelles ?

Allons-nous protéger davantage les informations ou en revanche continuer de les ouvrir ?

➔ À lire, à voir...

« Open Data : des sources d'informations extraordinaires, transformer ce matériau brut en «pépites», AURM, déc. 2015

Ressources Opendata de l'AURM
[www.aurm.org / Rubrique «Ressources»](http://www.aurm.org/Rubrique%20«Ressources%20»)

« Mobilités et applications numériques : état des lieux et enjeux dans le sud-Alsace », AURM, janvier 2017

www.interconnectes.com



consulter notre blog et échanger avec nous sur...demain.aurm.org



Contact : Nathalie Saby
Chargée d'études Centre de ressources
33 avenue de Colmar - 5ème étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 73
Courriel : nathalie.saby@aurm.org


agence d'urbanisme de la région mulhousienne

6/25 DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

Tous (évidemment) utilisateurs des transports collectifs ?

Les transports en commun structurants ont connu un renouveau depuis les années 1990. Le TER 200 a été mis en service en Alsace, en 1991, le tramway de Mulhouse en 2006, le tram-train Mulhouse-Vallée de la Thur fin 2010 et le TGV Rhin-Rhône en 2011. En 2006, il fallait 4h30 pour aller à Paris. En 2017, le TGV effectue le trajet en 2h40.

Les progrès des transports collectifs au cours des 25 dernières années ont été immenses... Et d'autres innovations sont à prévoir pour les 25 prochaines années ! Vous voulez en savoir plus ? Lisez plutôt...

L'effacement des distances

Nous sommes le lundi 3 mars 2042. C'est un jour historique ! La première pierre de l'Hyperloop Bâle-Mulhouse-Colmar-Strasbourg va être posée en gare de Mulhouse. Dans 3 ans, le voyageur pourra rejoindre Strasbourg dans une capsule circulant dans des tubes sous vide à plus de 1 200 km/h. En tant que voyageur, je pourrai rejoindre Strasbourg en moins de 10 min et Bâle en quelques minutes. Je vais enfin pouvoir souffler un peu. En effet, j'habite Mulhouse et je travaille à Strasbourg. Depuis 2030, les TER circulent à 250 km / h entre Strasbourg et Mulhouse. Cela a été une grande amélioration. Mais il me faut encore une trentaine de minutes pour effectuer le parcours.



Le tram-train Mulhouse Vallée de la Thur est le premier tram-train interconnecté de France. Il relie directement les communes de Thann, Cernay, Lutterbach... au centre-ville de Mulhouse.

Et demain, rêvons un peu : la création d'un hyperloop entre Mulhouse et la vallée de la Thur ? Le voyageur mettrait, par exemple, 2 min pour réaliser le parcours Mulhouse / Saint-Amarin...

DONNÉES CLEFS

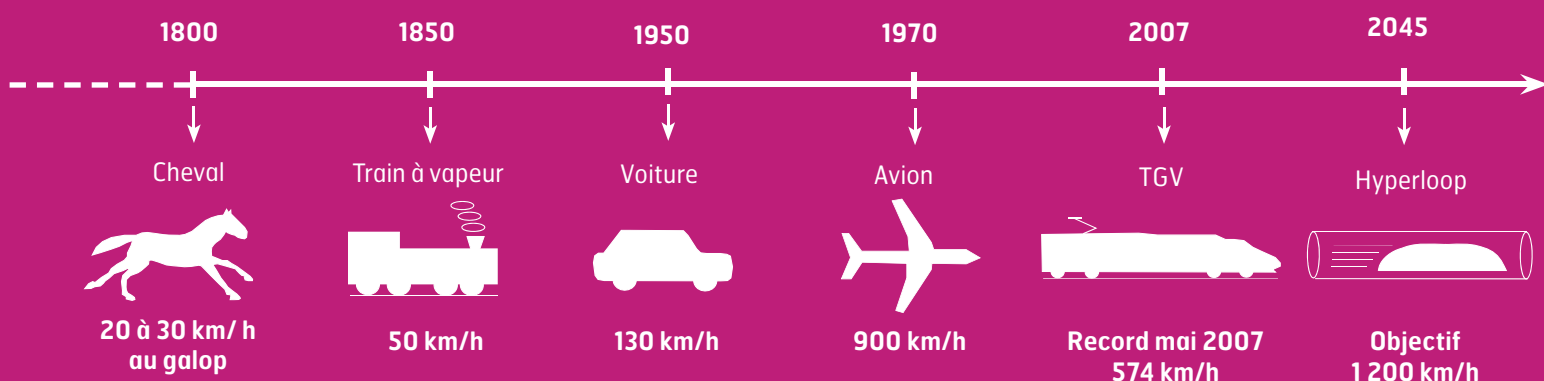
Aujourd'hui, une utilisation encore massive de la voiture en France !

65 % des déplacements réalisés en voiture,
8 % en transports en commun,

22 % à pied,
3 % en vélo,

2 % avec d'autres modes.
source des données : enquête nationale
transport-déplacements 2008

De plus en plus vite !



Demain, des transports collectifs fréquents, fiables, ultra-rapides et très faciles d'utilisation... La voiture individuelle sera beaucoup moins attractive...

Une utilisation simple

L'arrivée de l'hyperloop me rappelle ma jeunesse dans les années 2015-2020. A cette époque, chaque réseau de transport collectif: TER, Soléa, autocars scolaires disposait de **sa tarification, de ses billets et de son application smartphone...** lorsqu'elle existait! C'était un vrai parcours du combattant pour se déplacer en transport collectif. Ma mère, par exemple, n'était pas disposée à parcourir tous les horaires et collecter tous les titres de transport pour se déplacer. Elle me disait : « *Je préfère prendre ma voiture, c'est plus simple, je suis sûre d'arriver à destination à l'heure prévue. Les transports collectifs manquent de fiabilité : retards... et les correspondances sont compliquées* ».

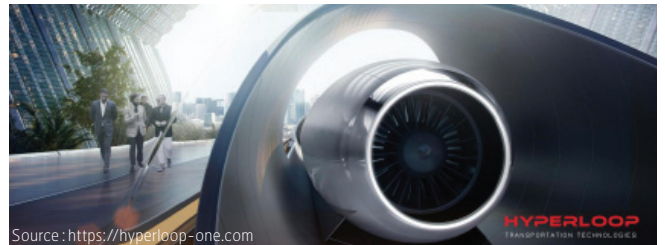
Heureusement tout a changé avec la **généralisation du Chat Bot en 2022**. Il a permis de regrouper l'ensemble des horaires en une seule application smartphone. Et, depuis 2026, l'**application « EasyTravel »** me permet d'obtenir le titre de transport pour effectuer un déplacement n'importe où dans le monde. Avec un seul billet, je peux combiner transport urbain, TGV, avion... un vrai pas de géant ! L'utilisation de la voiture personnelle a considérablement reculé.

Je reste attaché à mon smartphone. Mes enfants n'arrêtent pas de me railler... En effet, cela fait 10 ans que je refuse d'avoir une **puce implantée dans le bras**. C'est vrai, ils ont raison. Avec celle-ci, je n'aurais même plus besoin d'acheter mes billets. Mon compte serait directement prélevé dès que j'emprunterais un mode de transport payant. Après tout, il faudra quand même que je le fasse...

De nouveaux réseaux

Depuis que le baril de pétrole a franchi les 300 \$ en 2025, de nouveaux réseaux de transport collectif ont fait leur apparition. Dans le Sud-Alsace, un **réseau de Sky-Train** a été mis en place. De petits modules circulent sur un réseau de monorails. Ils permettent de desservir les secteurs moins denses du territoire. A Mulhouse, une télécabine relie la gare, le zoo et l'hôpital en 5 min.

En 2042, dans le Sud-Alsace, le réseau de transport collectif est **victime de son succès**. Les places assises en heures creuses sont inexistantes.... J'ai lu dans la dernière édition de « Ville, Rail et Transport » que New York avait déployé un service de **drones à la demande pour le transport des personnes**. A quand un tel moyen de transport pour le Sud-Alsace ?



Source : <https://hyperloop-one.com>

L'Hyperloop est un projet de train circulant dans un tube sous vide à une vitesse de 1200 km/h. Il pourrait être qualifié d'avion terrestre.

➔ Notre questionnement

Demain, une utilisation en masse des transports collectifs est-elle envisageable ?

Si oui, quelles en seraient les conditions (fréquence, rapidité, confort, simplicité...) ?

➔ À lire, à voir...

Transports collectifs de la région mulhousienne
Configuration des réseaux à l'horizon 2030
2014/11, 48 p. / AURM, Stéphane DREYER
www.aurm.org

Mobilités et applications numériques
Etat des lieux et enjeux dans le Sud-Alsace
2017/01, 20 p. / AURM, Stéphane DREYER
www.aurm.org

Site web hyperloop
hyperloop-one.com

Site web nouvelles mobilités
innovation-mobilite.fr



**Votre avis, blog, échange, forum sur...
demain.aurm.org**



Contact : Stéphane DREYER
Chargé d'études principal mobilités-réseaux
33 avenue de Colmar - 5ème étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 81
Courriel : stephane.dreyer@aurm.org



7/25 DEMain

25 questions pour interroger l'avenir

...Et si la nature gagnait nos villes ?

Changement climatique, biodiversité, gestion de l'eau, attractivité, cadre de vie... L'intégration des espaces naturels dans nos centres urbains est une réponse à bon nombre de défis d'aujourd'hui !

Les initiatives des collectivités et des habitants sont variées : gestion écologique des espaces verts, jardins partagés, agriculture urbaine, végétalisation des toits et des façades,... Mais pour vraiment « prendre racine », ces idées doivent s'accompagner d'une évolution des manières d'être un citoyen.

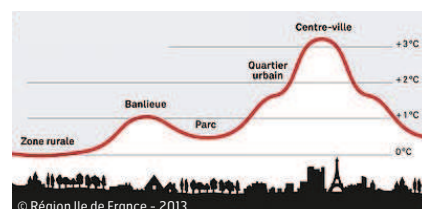
Alors, demain, tous proches de la nature ? Qu'aurait à en dire un habitant, dans 25 ans ?



" Ma journée de forestier des villes "

Ce mercredi 12 mars 2042 est un jour particulier pour moi... C'est ma journée mensuelle de service auprès de l'Office Local des Forêts Urbaines (OLFU).

Je retrouve toujours ce rendez-vous avec plaisir, depuis mon engagement civique, il y a une dizaine d'années. A l'époque, il avait fallu prêter main forte aux gestionnaires des espaces naturels et forestiers. L'agglomération présentait de plus en plus d'espaces urbains délaissés et ceux-ci étaient rapidement gagnés par la végétation. ...



Qu'est ce qu'un îlot de chaleur urbain ? Il s'agit d'un secteur urbanisé où les températures de l'air et des surfaces sont supérieures à celles de la périphérie rurale. Le phénomène a des conséquences sanitaires. Il tend à prendre de l'importance avec le changement climatique.



Les ruches urbaines plus productives que les ruches rurales ? Les pesticides utilisés en agriculture sont en partie responsables de ces différences.

Ici, à la Filature, Scène nationale de Mulhouse. Projet apicole et artistique d'Anne Zimmermann (2016) - Photo © DR

DONNÉES CLEFS

-58% la régression des populations mondiales de vertébrés entre 1970 et 2012... et la tendance ne montre pas de signe de ralentissement. (WWF)

Les zones boisées urbaines sont **2 à 8°C** plus fraîches que la ville bâtie. (Grand Lyon)

Pour + de **8** Français sur **10**, la proximité d'un espace vert est un critère important dans le choix de son habitation. (sondage UNEP-IFOP 2016)

Les fonctions de la nature en milieu urbanisé



Les services rendus par la nature ne sont pas seulement environnementaux. Les fonctions sociales et économiques des espaces naturels sont à présent reconnues et peuvent orienter les choix d'aménagement.

Longtemps symboles de la mainmise de l'Humain sur la Nature, les espaces urbains sont de plus en plus pensés en lien avec leur environnement.

... (suite)

Cela me change de mon cadre habituel de travail : une cellule bureautique dans le centre de télétravail du quartier. Assis devant mon écran holographique, 5h par jour... ça fait du bien de prendre l'air !

L'avènement de la trame verte et bleue

Ce matin, la responsable locale de l'OLFU accueille notre petit groupe de volontaires dans la tour d'observation de la colline du Cokrouri. Elle est idéalement placée au cœur de la célèbre diagonale verte, dans sa section traversant Mulhouse. Mes parents me parlent encore du temps où l'on voyait à peine l'III dans la ville. Aujourd'hui, le cours d'eau est un vaste cordon d'espaces naturels pratiquement continu, qui traverse toute la plaine d'Alsace. A proximité des villes et des bourgs, ce long parc naturel s'enrichit d'espaces de loisirs et de sports, ou de cultures vivrières.

Mais c'est aussi un aménagement vital ! La biodiversité, qui a connu un effondrement ces dernières décennies, y trouve un refuge précieux.

Une cohabitation parfois mouvementée

Aujourd'hui par exemple, notre équipe va restaurer le réseau de ruches et d'hôtels à insectes de Kingersheim. Ces installations, indispensables à la pollinisation, sont classées au PUI du Sud-Alsace (le Plan d'Urbanisme Interterritorial). Malgré tout, ces équipements sont parfois vandalisés. Pour certains citoyens, la cohabitation avec la nature ne se fait pas sans heurts. On apprécie de voir un castor ou un martin-pêcheur en faisant son jogging... mais les insectes, c'est autre chose !

Enfin, les jeunes sont très sensibilisés à la question, grâce notamment à la généralisation des classes vertes. Il n'y a guère que les bergers urbains, gestionnaires des pelouses intercommunales, pour craindre que le loup ne descende des Vosges.

Notre identité renouvelée

Et puis, mine de rien, la présence des massifs forestiers dans l'agglomération est devenue notre « marque de fabrique ». On a su réinventer le concept de « cité-jardin », un modèle de réussite économique et sociale qui fait maintenant école. C'est une tradition ici : la ville industrielle avait déjà su innover, en son temps.

Nous embarquons dans la navette solaire qui va nous conduire à pied d'œuvre. C'est une chaude journée de mars, la plus chaude depuis que les relevés de température existent en Alsace. Nous longeons les quartiers privilégiés de la ville-centre. Ils ont de la chance, ceux qui sont aux premières loges pour profiter de la climatisation naturelle apportée par les boisements !

C'est parti pour une journée conviviale de travail en plein air... dans ce qui est devenu une « ville dans la nature » !

👉 Notre questionnaire



Si la campagne ne pouvait plus jouer ce rôle, la ville pourrait-elle devenir :

- le refuge de la biodiversité ?
- le support des loisirs de nature ?

Des plantations massives suffiront-elles à réduire les îlots de chaleur urbains ?

Quel est le degré de « naturalité » acceptable par les citoyens ?



👉 À lire, à voir...

Bloc Notes: « La nature en milieu urbain : quelle valorisation ? Des actions exemplaires menées à Caen et son agglomération », AURM, Septembre 2016 - www.aurm.org

Conversation d'habitants: «...Et si on invitait plus de nature dans nos quartiers, nos communes? », Synthèse, AURM, nov 2016 - www.aurm.org

Dossier « Nature(s) en ville », Lise Bourdeau-Lepage, Métropolitique, 2013, <http://www.metropolitiques.eu/Nature-s-en-ville.html>



Consultez notre blog et échangez avec nous sur demain.aurm.org



Contact : Cécile Califano-Walch
Aménagement - Paysage - Territoire
33 avenue de Colmar - 5ème étage
68200 MULHOUSE

Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)

Tél. : 03 69 77 60 78

Courriel : cecile.califano-walch@aurm.org


agence d'urbanisme de
la région mulhousienne



8/25 DEMain

25 questions pour interroger l'avenir

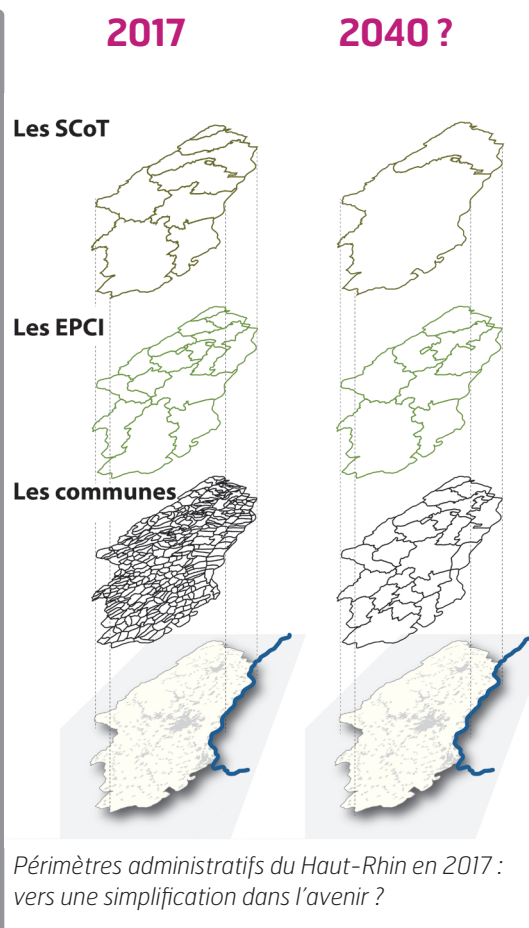
La géographie humaine : le retour ?

Pays, régions, départements, intercommunalités ou communes... A chaque échelle correspond un niveau de compétence différent. L'idée de «frontière administrative» est avant tout une volonté humaine. Elle est fortement associée à une dimension politique et structure notre territoire. Elle évoque également la notion de «limite» ou de «barrière» mais aussi celle de contrôle, de filtre et d'organisation territoriale. Aujourd'hui, la notion de frontière est en redéfinition constante entre renforcement et suppression. Et demain qu'en sera-t-il ? Imaginons un scénario fictif au travers d'une petite histoire.



Un monde plus "ouvert" ?

J'habite en Alsace depuis mon enfance. L'Alsace ? Ah vous ne connaissez pas ? Il s'agit d'un ancien territoire administratif français qui a disparu en 2025. A l'époque, il y avait également d'autres découpages. Les communes se comptaient par dizaines de milliers... Elles étaient regroupées en plus de 100 départements et 18 régions. Imaginez ! Des contrôles douaniers étaient courants au niveau des points de passage du Rhin.



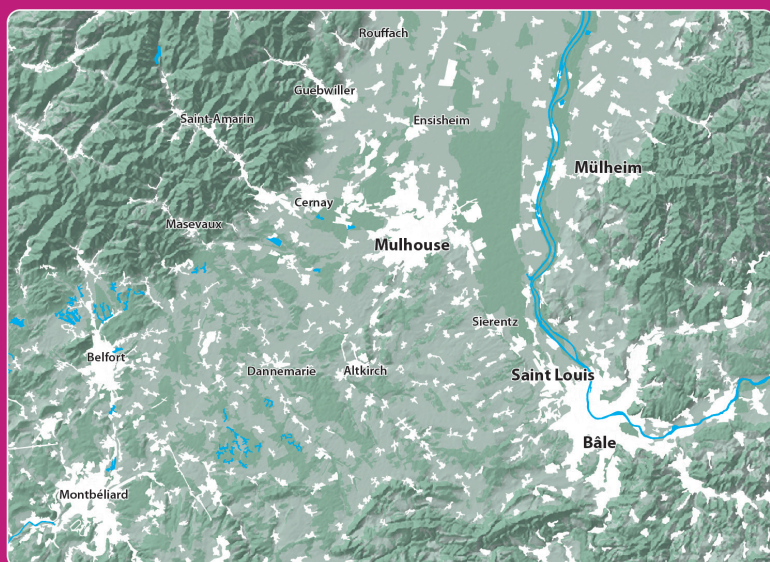
DONNÉES CLEFS

86 % des communes en France ont moins de 2 000 habitants et 54 % moins de 500 habitants.

Entre 2012 et 2017, le nombre d'EPCI à fiscalité propre en France a été divisé par **2**.

13 % des déplacements domicile-travail du département du Haut-Rhin se font vers l'étranger dont la majorité vers la Suisse.

(source : INSEE 2013)



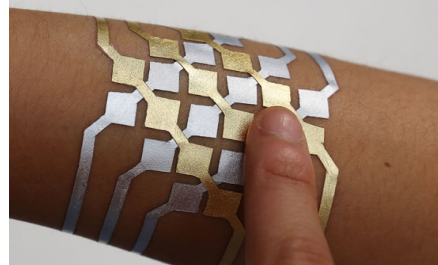
Seules les frontières naturelles sont fixes (montagnes, cours d'eau...) mais pas infranchissables. Pour les autres, l'emplacement des limites dépend de la volonté humaine et sont plus ou moins poreuses.

Un monde aux frontières estompées évoque un sentiment de liberté. Néanmoins, il ne supprime pas le besoin de contrôle et de gestion des territoires à une échelle adaptée.

... (suite)

Aujourd'hui tout est plus simple. On circule librement dans le monde entier. L'utilité des frontières nationales a disparu avec l'avènement du tatouage électronique RFID (Radio Frequency Identification). Cette technologie nous permet de localiser toutes personnes et toutes marchandises sur la surface du globe. Les «points de contrôle» au niveau des frontières nationales sont ainsi devenus inutiles.

Déménager ou voyager est devenu beaucoup plus facile. Pour autant le libre choix de déplacement et de résidence n'est pas encore généralisé. Il reste encore du chemin à parcourir avant d'atteindre une véritable justice spatiale pour tous. Si la situation économique s'est globalement améliorée, il y a toujours des migrations pour raisons climatiques et politiques.



Tatouage électronique (RFID) permettant d'identifier et de localiser des biens ou des individus.

Une gestion territoriale simplifiée et flexible

Communes, départements et autres vestiges administratifs qui structuraient notre territoire ont également disparu. Entre l'Etat et l'individu, il ne reste que les mégas-régions fédérales et les comités locaux. Des échelles intermédiaires peuvent se créer au gré des évolutions des modes de vie et des projets. On parle davantage de territoire vécu que de frontière administrative fixe.

L'intelligence artificielle prend une part importante dans notre gestion du territoire. Elle s'occupe des différentes taxes. Elle octroie ou non des permis de construire en fonction des règles en vigueur. Elle soumet même des pistes d'améliorations dans l'aménagement et le développement de l'espace à différentes échelles.

Le citoyen au coeur de la démarche

Rassurez-vous, l'humain a toujours sa place! En matière d'urbanisme, il existe notamment des outils collaboratifs type «boite à idées». Toute personne peut faire part de ses réflexions. Au final, les meilleurs projets sont retenus et concrétisés. Un comité composé d'élus et d'habitants tirés au sort sont en charge de chacun d'entre eux.

L'avis de tous compte et l'intelligence collective est à son apogée.

Cette petite fiction nous amène à nous interroger sur l'avenir de notre organisation territoriale... Renforcement, suppression et/ou simplification de périmètres : quelle direction devons-nous prendre ?

➔ Notre questionnement



Quelle échelle géographique pour quelle prise de décision ?

Simplifier davantage notre organisation territoriale : une nécessité ?



➔ À lire, à voir...

AURM, Oct. 2016, Villes et territoires du Sud-Alsace : quelques données clefs.

AURM, Déc. 2014, Portrait Sud-Alsace : Le territoire en quelques cartes

Equipe projet ADEUS et AURM, juin 2013, Le projet stratégique du pôle métropolitain Strasbourg-Mulhouse : Stratégie d'accessibilité, diagnostic, enjeux et priorités d'action.

➔ **Consultez notre blog et échangez avec nous sur demain.aurm.org**



Contact : Ludovic HOERDT
 Géomaticien
 33 avenue de Colmar -5ème étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 72
 Courriel : ludovic.hoerdt@aurm.org



DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

L'urbanisme, un jeu d'enfant ?

L'urbanisme est perçu – à tort ou à raison – comme un domaine obscur et technique. Pourtant l'aménagement du territoire touche nos modes de vie et devrait être l'affaire de tous.

Demain l'urbanisme sera-t-il encore cantonné aux experts et aux notions réductrices de droit à construire ? A quand un urbanisme qui parle à tous ... associé aux idées de territoire, de cadre de vie, de modes de vie collectifs ? Voici les témoignages d'une habitante sensibilisée et d'un « facilitateur urbain », agent présent sur le terrain, pour illustrer un possible ...

L'urbanisme, l'affaire de tous et la mienne

«Demain ? J'irai voir sur internet les dispositions du PUI, Plan d'Urbanisme Interterritorial, qui s'appliquent à mon terrain. Il me suffit de rentrer mon adresse et, en cliquant sur mon terrain, s'affichent toutes les règles, servitudes et orientations qui concernent ma parcelle. Il y a même un glossaire et une série de **schémas explicatifs et illustratifs pour aider à tout comprendre** ... ou presque pour la femme que je suis !

Je serai ainsi bien outillée ... Car la semaine prochaine, j'ai pris rendez-vous à la permanence mensuelle « **un projet, on en parle** ». J'y rencontrerai un architecte-conseil et un facilitateur urbain - c'est le nouveau nom donné aux instructeurs des permis. Je leur parlerai du projet de surélévation et de rénovation thermique de la maison passive que mon mari et moi avons nous-même construite en 2025.

Les documents d'urbanisme ont gagné en simplicité de rédaction et d'accès, il faut bien le reconnaître : **moins de jargon et un interlocuteur en face-à-face, pour plus de pédagogie et de communication ... ça change tout !**

ROBINS DES VILLES PRESENTE



Valisette urbanisme



› Comment fonctionne et s'organise la ville ?

Valisette paysage



› Comment lire, représenter et s'appropriier le paysage urbain ?

Les Robins des villes, association d'éducation à la ville, ont développé un outil ultra pédagogique : « La Ville en Valise »

DONNÉES CLEFS

717 / 883 communes

C'est le nombre de documents d'urbanisme locaux* différents couvrant les communes d'Alsace

* carte communale, POS, PLU ou PLUi

26 PLU intercommunaux en vigueur ou en cours d'élaboration en Alsace

60 collectivités/structures utilisatrices de l'outil pédagogique « La Ville en Valise »

ESPACES CULTIVES	ZONES / SECTEURS	LIEUX / QUARTIERS	ESPACES PRIVÉS/COLLECTIFS
VIE QUOTIDIENNE	CADRE	RECOURS	
PLANS	URBANISME	LIEN SOCIAL	
PROJET	REGLEMENT	DOSSIER P.I.U.	
TERRAIN	CONCERTATION	SITE ENQUETE	
JARGON	PROCEDURE	PUBLIQUE	
ESPACES PUBLICS	ENVIRONNEMENT	ORIENTATIONS	
DEPLACEMENTS	CADRE DE VIE	BIODIVERSITE	
	VOIRIE	LIAISONS	
	RESEAUX		

L'urbanisme réglementaire, un domaine difficile à pénétrer : comment trouver les bons mots clefs pour en parler et pour donner envie de s'y intéresser ?

Demain ... et si le développement durable des territoires parlait à tous ? Il ferait partie des enseignements de base délivrés à l'école. L'aménagement du territoire et l'urbanisme seraient rattachés à la géographie et à la citoyenneté.

J'avais aussi participé à l'élaboration du PUI en 2038. Il s'agissait d'ateliers citoyens, de balades commentées, d'événementiel dédié, comme cela se pratique désormais partout. Ça aide à mieux comprendre le sens et les raisons d'être des règles et orientations. Pour moi, ce fut une sorte de découverte l'urbanisme.

Une fois sensibilisé, on ne voit plus tout à fait les espaces qui nous entourent et nos habitudes de vie et de déplacements de la même manière. Moi, je suis même inscrite sur la **liste officielle des personnes souhaitant être informées** de toute procédure ou événement lié aux sujets qui m'intéressent et me concernent. Je reçois tout sur mon cloud personnel (enquête, exposition, etc). Les nouvelles générations ont la chance de comprendre tout ça très tôt, depuis que c'est dans les manuels scolaires : l'évolution des territoires, l'importance et les incidences des actions humaines et des modes de vie sur l'environnement et les sociétés à l'échelle mondiale, ... bref **des citoyens et individus plus responsables et avertis pour qui "urbanisme" n'est plus un "gros mot" !** »

De l'instructeur au facilitateur

« Demain ? Je me rends en tant qu'expert à un atelier citoyen sur le projet urbain d'un centre-bourg. Et après-demain à une permanence « un projet, on en parle ». **Mon travail d'agent contrôleur des projets d'urbanisme a bien changé** depuis mes débuts à la DDE. Je traitais des permis, derrière mon ordinateur, mon téléphone et des piles de dossiers.

Depuis 2018, j'ai intégré les services d'une agglomération pour instruire les permis sur les communes. Mais la révolution est surtout dans la façon de travailler : **je quitte mon bureau pour aller sur le terrain à la rencontre** des élus, citoyens, bureaux d'études et architectes. Car désormais, **les projets d'urbanisme sont tous élaborés en «mode projet dynamique»** : ateliers participatifs et séances de travail collaboratives se sont substitués aux réunions techniques et politiques.

Et pour les permis à instruire, depuis que les habitants ou promoteurs ont le réflexe de solliciter les conseils d'experts en amont, lors des permanences dédiées, **les projets sont de meilleure qualité.** Il est rare désormais de refuser un dossier de permis ou de demander un complément. Et quand il y a des soucis, il existe désormais **des médiateurs-conciliateurs urbains.** »

Alors, à quand l'urbanisme simplissime libéré du carcan des dossiers et procédures ? Celui que tout le monde comprend, s'approprie ... parce qu'il parle de projet, de cadre de vie et de chaque citoyen. Et une participation de tous qui en découle !



Intéresser, fédérer et faire contribuer les habitants aux projets qui font leur cadre de vie : deux exemples d'ateliers à Fontenay-en-Parisis et à Kingersheim (sources : association Robin des Villes et bureau d'études REDD)

➔ Notre questionnement

Comment rendre l'urbanisme et ses documents réglementaires plus accessibles aux citoyens ?

Comment accompagner les habitants pour les rendre davantage acteurs et contributeurs du cadre de vie urbain ou villageois ?

➔ À lire, à voir...

AURM, « PLU et intercommunalité, vers un urbanisme de qualité et partagé ? », Matinale, décembre 2014

AURM, « La loi ALUR, pour un urbanisme pensé à une plus grande échelle », Lettre de l'Agence, février 2016

AURM, « Pour des orientations d'aménagement et de programmation de qualité dans les PLU et PLUi », guide à destination des collectivités, octobre 2016

ADEME, « La participation citoyenne : réussir la planification et l'aménagement durables. Les cahiers méthodologiques de l'AEU₂ », décembre 2016



Consulter notre blog et échanger avec nous sur **demain.aurm.org**



Contact : Christelle Barlier
 Chargée d'études urbanisme-planification
 Architecte DPLG
 33 avenue de Colmar -5ème étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 82
 Courriel : christelle.barlier@aurm.org

aurm 25ANS
 agence d'urbanisme de la région mulhousienne



10/25 DEMain

25 questions pour interroger l'avenir

aurm 25ANS

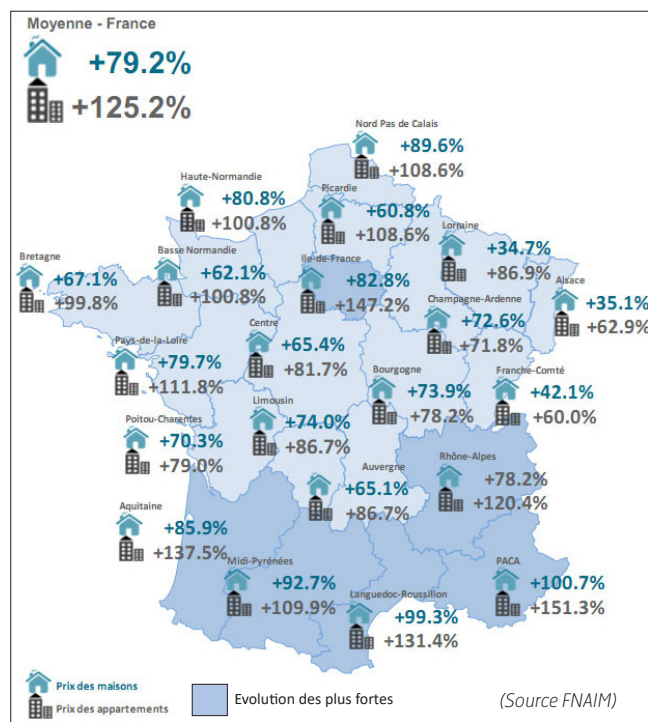
agence d'urbanisme de
la région mulhousienne

Logements : vers de nouveaux standards

L'avenir de l'habitat est à la croisée d'enjeux humains, sociétaux et planétaires. Notre société est confrontée à des défis majeurs: développement du numérique, diversification des mobilités, économies en mutation, gestion des déchets, raréfaction des ressources, précarité énergétique... Comment concilier les aspirations résidentielles et les rêves des citoyens avec l'évolution des modes de vie, les impératifs du développement durable et ceux de la réalité économique ?

Malgré la crise immobilière de 2008, les **prix d'achat des logements ont été multipliés par 2,5 au cours des 15 dernières années**. L'ensemble des frais liés au logement augmente plus vite que le revenu des citoyens. Le coût du logement est ainsi un **critère important mais pas le seul dans les choix résidentiels**. Le **désir de propriété d'une maison individuelle** est profondément ancré, particulièrement parmi les familles avec des enfants. **Les caractéristiques intrinsèques du logement, l'environnement (vie en ville/proche de la ville/ à la campagne), les temps de déplacement, les solidarités familiales** ou encore l'école (...) se conjuguent aux critères précédents pour motiver les stratégies résidentielles.

Evolution du prix des logements entre 2000 et 2012



Les dépenses de logement pèsent de plus en plus dans le budget des ménages, ce qui conduit à d'inévitables arbitrages dans les «choix» résidentiels.

DONNÉES CLEFS

Dans l'agglomération mulhousienne, on compte:

63 625 propriétaires

soit 54% des ménages en 2013

(58% des ménages français sont propriétaires)

11 909 familles monoparentales en 2013

soit 16% des familles en 2013

(22% des familles à l'échelle française)

30% de la population de l'agglomération mulhousienne aurait plus de 60 ans en 2030

(33% à l'échelle nationale)



Le logement idéal aujourd'hui en 5 mots clés !

(selon le sociologue Yves CHALAS)

Le garage : sa fonction dépasse celle du stationnement: il doit accueillir le véhicule mais aussi le vélo voire même, un petit établi.



Le placard : En maison individuelle, les surfaces dédiées au rangement représentent 40% de la surface habitée. Dans un appartement ancien en centre ville, c'est seulement 4%.



La terrasse /jardin : 1/3 des français a un jardin potager, 21% des français cultivent sur leur terrasse



L'évolutivité : elle renvoie à la possibilité d'aménager un grenier, rajouter une pièce et traduit les aspirations à pouvoir ajuster la taille du logement à la taille de la famille



L'environnement : La recherche de la performance énergétique des logements est grandissante.

Des logements partagés, des équipements mutualisés et performants, un habitat domotisé, durable et économe, des constructions plus vertes... des tendances propices à un changement de modèle.

Les prochaines années assoieront les révolutions technologiques et numériques. Alors demain, nos logements seront :

Hyper connectés et autonomes

Les capteurs hybrides photovoltaïques pourront produire de l'électricité et de la chaleur, voire du froid. Les logements seront construits en béton cellulaire, matériau moins poreux, **plus isolant et plus résistant**. Les vitrages joueront également le rôle de producteurs d'énergie et se teinteront au soleil. Avec tous ces dispositifs, **il sera possible de revendre plus de 75 % de l'énergie produite** par une maison!

Plus partagés et évolutifs

Selon une étude de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), la forte croissance démographique, le manque d'espace et la flambée des prix de l'immobilier pousseront les individus à s'adapter. Le logement collectif partagé (**colocation et la cohabitation intergénérationnelle**) devrait s'imposer comme **une vraie tendance**. Les logements modulables et évolutifs devraient aussi se généraliser. **Cloisons amovibles, modules à rajouter dans une maison...** nos logements seront capables d'évoluer en même temps que nous.

Garants d'une vie plus saine ...

Pensé pour obéir au doigt et à l'œil à son propriétaire, l'habitat de demain dépassera le rôle du simple logis. **Les vitres pourront s'auto-nettoyer**, dépolluer en absorbant la poussière et optimiser la diffusion de la lumière. **Le réfrigérateur, intelligent, proposera des plats adaptés aux besoins des habitants**, et du régime alimentaire que chacun suit. Le plancher, sera chauffant ou rafraichissant, selon la température extérieure. **Un robot aide-ménager remplira des fonctions domestiques**, comme sortir les poubelles ou servir à table.

et plus sécurisée...

Des **capteurs de présence** seront enfouis sous le sol pour signaler au propriétaire en son absence, toute présence suspecte. Une **webcam sensible aura la capacité de détecter les situations à risques auxquelles les enfants pourraient être confrontés**. Tout ceci sera évidemment relié au système central de la maison qui intégrera toutes les données et agira, discrètement, au confort de tous. Des capteurs biologiques disposés dans toute la maison auront la tâche de **contrôler votre température, tension, glycémie...**



La maison du futur vue par les designers (©bestofmicro.com)

➔ Notre questionnement

- L'innovation dans le logement nous épargnera-t-elle une nouvelle source de stress post-contemporain ou en sera-t-elle la cause ?
- Avec l'éclatement du modèle familial, l'augmentation de l'espérance de vie, le développement du télétravail (...), la demande sera-t-elle en adéquation avec l'habitat du futur ?
- Les logements intelligents auront un coût : serons-nous en capacité d'en payer le prix ?

➔ À lire, à voir...

Quels parcours résidentiels dans le Haut-Rhin aujourd'hui ?
Enquête menée auprès des consultants de l'ADIL 68
2010/08, ADIL68

Evolution des modes de vie ... et « nouvelles » façons d'habiter 2013/03, AURM

www.lavieimmo.com/insolite/a-quoi-ressemblera-la-maison-du-futur-14146.html, mai 2014

www.pap.fr/actualites/a-quoi-ressemblera-le-logement-du-futur/a18922, octobre 2016



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... **demain.aurm.org**



Contact : Jennifer Keith
Chargée d'études Habitat et Cohérence Territoriale
33 avenue de Colmar - 5ème étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 82
Courriel : jennifer.keith@aurm.org

aurm 25ANS
agence d'urbanisme de la région mulhousienne



11/25 DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

Tous télétravailleurs ? Tous indépendants ?

Comment travaillerons-nous demain ? Selon quel statut ?
Pour les uns, le salariat est amené à disparaître, remplacé par un monde d'entrepreneurs indépendants, mais potentiellement «ubérisés». Pour les autres, le salariat perdurera, mais les façons de travailler évolueront, avec des collectifs de travail plus petits, davantage de liberté pour s'organiser, moins de hiérarchie et de contrôle...
Les options ne s'écrivent sûrement pas en noir et blanc. Des situations épanouissantes côtoieront des statuts plus précaires.
Deux fictions, pas si futuristes que cela, pour prendre la mesure des possibles changements à venir.

Le télétravailleur radieux

"Demain ? C'est génial ! Je n'aurai pas à me lever pour aller travailler. Depuis que le télétravail est devenu la règle, je travaille d'où je veux. De chez moi ou d'un des centres de télétravail qui parsèment les territoires. Tout est sécurisé, pas de problème. Du coup, j'ai déménagé. Je suis allé m'installer dans un petit village, au frais et au calme. Je ne descends en ville pour me rendre à mon bureau qu'une fois par semaine. Au maximum deux. Le reste du temps, nous échangeons par visioconfé-



Avec l'Open Space du centre ville, le 34 est l'un des deux centres de co-travail de Mulhouse. Il propose des espaces de travail partagés et des services, pour travailler sur un mode collaboratif.

La micro-entreprise s'adresse à celles et ceux qui veulent exercer une «petite activité» professionnelle indépendante. Les créateurs bénéficient d'un statut social et fiscal spécifique.



DONNÉES CLEFS

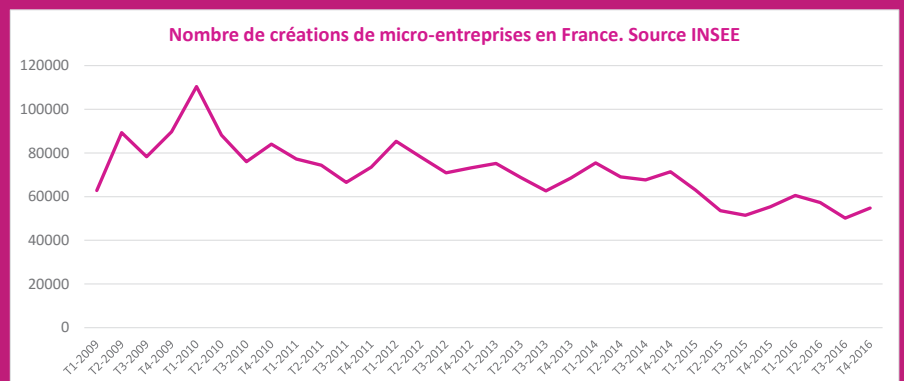
Entre 2 et 2,7%

les télétravailleurs réguliers selon les cabinets Obergot et Odoxa

60%

la part des français qui aimeraient télétravailler selon le SYNTEC

1,2 million le nombre de micro-entreprises qui bénéficient d'un régime fiscal allégé en France



La création du statut d'auto-entrepreneur en 2009 a connu un réel succès. Au premier trimestre 2010, plus de 110 000 micro-entreprises ont ainsi été créées. Depuis, le mouvement de création s'essouffle. On comptait, en 2013, 1,2 million de micro-entreprises au sens fiscal du terme. La plupart des micro-entrepreneurs ont des revenus faibles et la moitié d'entre eux dégageaient une valeur ajoutée inférieure à 3 600 euros annuelle.

Demain, il n’y aura sans doute pas de bouleversement complet. Le salariat restera la norme. Se posera plutôt la question des droits qui y sont attachés, et celle des protections dont bénéficient les micro-entrepreneurs.

rences ou par hologrammes interposés. Quand on se voit physiquement, c’est pour faire le point. Nous parlons de l’avancement du travail, nous discutons d’éventuels problèmes. Mais c’est rare. En effet, depuis que tous les salariés ou presque sont abonnés au télétravail, il y a beaucoup moins de problèmes relationnels. Tout le monde est responsabilisé, chacun sait ce qu’il a à faire. Nous avons tous des objectifs, à chacun de s’organiser.

Alors, oui, demain c’est génial, c’est mercredi, il va faire beau, je vais pouvoir emmener mes enfants faire une grande ballade. Je me remettrai au travail quand ils seront couchés... Génial. Vive l’autonomie ! "

L’auto-entrepreneure stressée

"Demain ? La même galère. Comme mon voisin du dessus, le télétravailleur, je ne me lèverai pas pour aller travailler. Mais pas pour les mêmes raisons ! Lui a de la chance. Moi, je me suis retrouvée face à un choix plutôt dur. Un jour, le DRH a convoqué les cadres, les ingénieurs, les techniciens et nous a expliqué que face à la concurrence il fallait baisser les coûts. Du coup, nous avons eu le choix : quitter l’entreprise ou entretenir avec elle d’autres relations, « d’égal à égal » a dit le DRH.

C’est comme ça que j’ai quitté l’entreprise, avec une prime d’installation et que je suis devenue auto-entrepreneure. Je travaille en free lance, toujours pour la même entreprise qui m’appelle quand elle a besoin de moi. Et là, ça fait un bout de temps que le téléphone n’a pas sonné. Alors demain, si je me lève, c’est décidé, ce sera pour chercher d’autres « clients » qui auront peut-être besoin de mes compétences. Ça fait des mois que j’essaie. On est des milliers à essayer alors forcément... "

➔ Notre questionnaire

Comment concilier liberté d’entreprendre et sécurisation des parcours professionnels ?

Comment faire évoluer l’économie française sans remettre en cause un modèle de société qui a permis depuis des décennies d’améliorer le bien être du plus grand nombre ?

Quelles recompositions des territoires peuvent engendrer ces évolutions du travail ? Aura-t-on encore besoin de zones d’activités ou de bureaux ?

➔ À lire, à écouter...

Pour tout savoir ou presque sur le télétravail : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F13851>

<https://www.franceculture.fr/emissions/du-grain-moudre/le-salariat-est-il-encore-lavenir-de-lhomme>

AURM, Où et pourquoi implanter des centres de télétravail ?, juin 2013

➔ **Consultez notre blog et échangez avec nous sur... demain.aurm.org**



Contact : Didier Taverne
 Directeur d’études Socio-économie
 33 avenue de Colmar -5ème étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand’Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 82
 Courriel : didier.taverne@aurm.org


 agence d’urbanisme de
 la région mulhousienne



12/25 **DEMAIN**

25 questions pour interroger l'avenir



Etre «réfugiés climatiques» en 2025 ?

Inondations violentes, typhons meurtriers, canicule, montées du niveau de la mer... Ces événements paraissent lointains. Et pourtant, de récents orages violents nous rappellent que les bouleversements climatiques touchent également l'Alsace.

Et si demain, nous devons envisager de fuir nos logements devenus inhabitables ?

Le récit imaginé d'Arnold, urbaniste en 2042, permet de mesurer la capacité de résilience d'un territoire.

L'adaptation du territoire aux changements est-elle la seule solution ?

Reconnaître le statut de «réfugié climatique» ...

«En 2004, le village de Lataw sur l'île de Tégoua fut déplacé de plusieurs centaines de mètres. Sur la scène internationale, ces villageois devinrent les «premiers réfugiés climatiques» de l'Histoire. Ils furent présentés comme les victimes du réchauffement. C'est en 2025 que le statut de réfugié climatique a été reconnu. La communauté internationale a décrété ce statut quand le nord de l'Europe a subi des pluies



Les pluies diluviennes en mars 2016 ont inondé plusieurs villages du Sundgau. Burnhaupt-le-Bas a été sérieusement impacté avec plus d'un mètre d'eau sur certains parkings (source et photo : DNA).



Un cabinet d'architectes iraniens a conçu un immeuble à blocs rotatifs à ouvrir ou fermer en fonction de la température extérieure. C'est une réponse pour limiter la climatisation mécanique dans les îlots de chaleur urbains. (Illustration : © Salar Motahari)

DONNÉES CLEFS

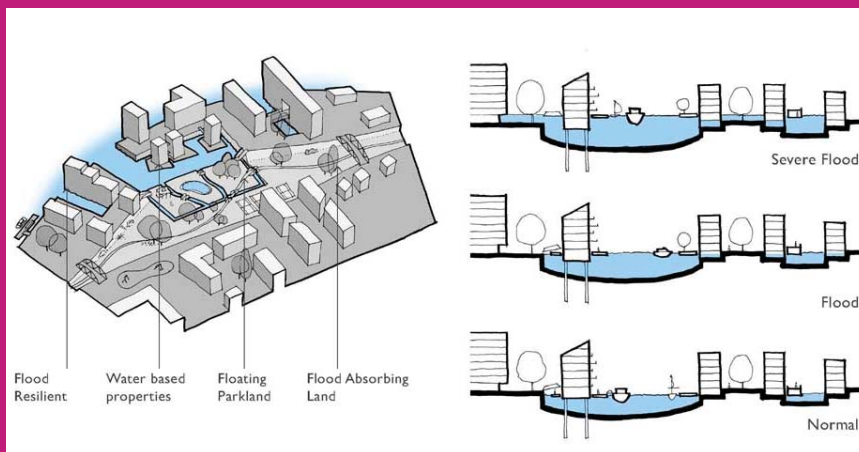
En 2015

19 millions

de déplacés climatiques dans le monde selon The International Displacement Monitoring Centre (IDMC)

2°C = objectif de l'accord de la COP 21 de limite du réchauffement mondial

4 = Objectif national de réduire par 4 les émissions de gaz à effet de serre entre 2003 et 2050 (depuis la loi d'Engagement National dite Grenelle de 2010)



Le projet urbain de Dordrecht (NL) est une expérience unique de conception d'un quartier «amphibie». Selon le niveau de l'eau, les bâtiments seront flottants ou inondables. Les bâtiments seront conçus avec des matériaux adaptés. Source : Barker and Coultts Architects

Diminuer les émissions de gaz à effet de serre ne suffit plus, il faut préserver la perméabilité du sol...

diluviennes pendant plusieurs semaines. Les conséquences ont été désastreuses : des quartiers immergés, les infrastructures routières coupées, les cultures inondées. Certaines villes se sont retrouvées avec plus de la moitié de leur population sans abri.

Les **gaz à effet de serre (GES) sont des facteurs aggravants du réchauffement climatique**. Les pouvoirs publics ont été alertés depuis très longtemps de la nécessité de réduire ces émissions. Les mesures prises n'ont pas encore suffi.

Lors de la COP 30 (Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en 2024), **tous les pays** se sont engagés à respecter des **objectifs plus ambitieux** de diminution des émissions de GES.

Les **innovations technologiques en matière de transports urbains** (voiture autonome, «Hyperloop» ou autre) ont permis de **réduire considérablement leur part d'émissions**. De même, **la diminution de la consommation de viande et de produits laitiers** a contribué également à cette baisse. L'élevage intensif représentait plus de 10 % du CO2 émis.

Demain, des maisons mobiles ...

Parallèlement, la protection de la **perméabilité du sol a été une grande révolution dans notre pays**. Il ne s'agit plus de limiter mais bien de retrouver de la perméabilité dans les espaces construits. Le développement urbain s'est vu contraint de rester dans ces secteurs. Il cède la place à des cultures nourricières proches des consommateurs. **Ces îlots végétalisés ont aussi un effet régulateur** avec une baisse des températures au sein des quartiers.

Les **«maisons mobiles»** se sont ainsi répandues. Elles permettent d'être facilement en-dehors des zones à risque le cas échéant. Elles **n'imperméabilisent plus le sol**. Les collectivités, où les risques d'inondation sont toujours d'actualité, ont réservé des terrains pour accueillir ce nouveau mode d'habiter. Comme l'escargot avec sa maison sur le dos, ses habitants ne fuient plus la pluie mais résistent aux intempéries ! Par ailleurs, les villes côtières ou proche des fleuves se développent avec un mot d'ordre : **vivre avec l'eau**.

Aujourd'hui, **l'intégration des mesures préventives** est devenue une composante de l'aménagement urbain.»



En 2025, la maison «tiny» est devenue la norme, elle s'installe rapidement et ne consomme pas d'espace en permanence puisque mobile. Source

➔ Notre questionnement

L'adaptation du territoire aux changements climatiques est-elle suffisante pour affronter les risques naturels ?

Jusqu'à quel point faut-il résister pour ne pas devenir « réfugiés climatiques » ?

➔ À lire, à voir...

Publications

- Les enjeux énergie : pourquoi et comment les prendre en compte dans le SCoT?* - AURM - 2012
- Intégrer l'urbanisme durable dans le PLU* - AURM - 2012
- Plan stratégique et opérationnel de la transition énergétique* - m2A - 2015
- Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage* - FAO - 2014
- Vivre avec les inondations de la résistance à la résilience* - CEPRI et Communautés Urbaines de France - 2012



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... demain.aurm.org



Contact : Catherine Horodyski
 Chargé d'études Projet urbain - Aménagement
 33 avenue de Colmar - 5ème étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 76
 Courriel : catherine.horodyski@aurm.org

aurm 25ANS
 agence d'urbanisme de la région mulhousienne

DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

De l'habitant à l'utilisateur expert ?

Où commence et où s'arrête la participation des habitants à la gouvernance locale ? La montée en croissance de l'open data¹ et la révolution numérique repositionnent la prise de décision partagée, collective, au centre. En parallèle, « l'injonction participative » devient un incontournable de nombreuses institutions. Face à ces révolutions, comment se positionneront les habitants ? Quels publics se mobiliseront ?

¹ Voir Demain n°5 paru le 26/02/2017.

Deux approches antagonistes de la participation citoyenne ?

La participation des habitants donne plus de sens et d'impact aux projets. Depuis plusieurs années, le contexte législatif (loi Barnier, loi SRU, loi relative à la démocratie de proximité, loi Lamy) a favorisé le développement local de l'association des habitants à la gouvernance des territoires. Deux grands schémas y contribuent. Le premier découle d'une logique institutionnelle. Il s'inscrit dans une démarche descendante, des élus locaux vers les habitants, avec bien souvent un encadrement assuré par des techniciens de la collectivité. Le deuxième, la logique collective, s'inscrit quant à elle dans une démarche ascendante, avec des habitants ou des représentants de la société civile à l'initiative. Loin de s'opposer, ces deux démarches peuvent être complémentaires, mais ne sont pas souvent combinées. Le seront-elles davantage demain ?



Dans le cadre de l'aménagement du park des Gravières, Kingersheim a organisé des visites de terrain qui ont permis de partager les réflexions. La démarche a continué en ateliers participatifs, jusqu'à une prise de décision au sein de la Maison de la Citoyenneté. La dynamique kingersheimoise met sur un même plan élus, habitants et techniciens tout au long du processus.



Copenhague, ville où le vélo est roi. La capitale du Danemark a développé son réseau cyclable en prenant soin d'associer aux réflexions ses entreprises et ses habitants. Pour la Mairie, « le partenariat le plus important est celui qui est fait avec les citoyens » (The Guardian, septembre 2016).

CHIFFRES CLEFS

1993

Mulhouse inaugure les conseils de quartier de sa ville

2002

La loi relative à la démocratie de proximité rend obligatoires les conseils de quartier dans les communes de 80 000 habitants et plus

2004

Kingersheim met en oeuvre les Etats Généraux Permanents de la Démocratie



L'Agence de la Participation Citoyenne de la Ville de Mulhouse a lancé plusieurs expériences de théâtre législatif. Ce concept dérivé du théâtre-forum permet à des habitants de jouer des saynètes inspirées de leurs difficultés quotidiennes (accès aux droits, etc.). A l'issue de chaque saynète, acteurs et spectateurs se transforment en législateurs pour proposer collectivement des pistes d'amélioration aux problèmes évoqués.

La consolidation des compétences et de la place des habitants, un préalable suffisant ?

Le pouvoir d'agir, un moyen de renforcer la participation des habitants ?

Grâce à sa position médiane, **la dynamique du « pouvoir d'agir »** semble réunir les conditions pour s'imposer à l'avenir comme une démarche pertinente. « Le pouvoir d'agir désigne à la fois :

- un processus par lequel les individus, les groupes, les organisations et les communautés acquièrent la capacité d'exercer un pouvoir ;
- un état qui désigne la capacité d'exercer un pouvoir ;
- une approche d'intervention sociale et communautaire visant à soutenir le développement de cette capacité. »²

La diffusion et le développement du pouvoir d'agir permet aussi aux habitants de développer leurs compétences, de prendre confiance en eux (ex: prise de parole en public). Il induit enfin une modification des pratiques des professionnels. Ils doivent sortir de leur posture « d'experts » et accepter de se placer dans une logique collective avec les habitants. **La démarche de coresponsabilité initiée à Mulhouse depuis 2008 constitue à ce titre une expérience intéressante qui peut servir de modèle.**

La révolution numérique se fera-t-elle aussi avec et pour les habitants ?

A Mulhouse, par exemple, des événements ouverts à tous sont organisés pour faire émerger de nouveaux projets, comme le Startup weekend ou le Challenge industrie. Ils réunissent des chercheurs, des professionnels et des particuliers. Organisés le plus souvent par des entreprises ou des associations, ils contribuent à mieux prendre en compte les attentes des habitants et, partant, à **répondre de mieux en mieux aux besoins sociaux non couverts.**

Ces événements sont très souvent relayés et soutenus par la collectivité.

L'avenir : placer l'habitant au cœur de la vie publique ?

Une meilleure association des habitants à la prise de décision publique n'est pas encore automatique. Toutefois, l'évolution législative et la médiatisation de certaines expériences³ vont dans ce sens. **La révolution numérique dessine une voie collective qui valorise les compétences citoyennes.** Elle répond aussi à des besoins. **Pour autant, quels habitants en bénéficieront ?**

² www.pouvoirdagir.fr

³ on pense notamment au budget participatif mis en oeuvre par la Ville de Paris.



L'innovation numérique a développé des processus de réflexion collaborative qui associent chercheurs, professionnels et habitants. (ici un Hackathon, événement réunissant des développeurs informatiques issus de différents horizons pour faire ensemble de la programmation informatique)

➔ Notre questionnement

Faire participer l'habitant à la vie publique :

- Avec quel degré d'implication ?
- La valorisation de leurs compétences est-elle suffisante ?
- Suivant quelle méthode ?

➔ À lire, à voir...

« De la concertation à la co-construction dans les projets d'urbanisme et de développement social », AURM, l'essentiel de la Matinale du 26 septembre 2014

« Le pouvoir d'agir, alternative à la participation des habitants ? », Bulletin d'information de l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville, n°91, mars 2014

« Carnets de voyage en coresponsabilité, vers le bien-être citoyen à Mulhouse », par Hélène Combe et les équipages mulhousiens, novembre 2012

« Les grands opérateurs font-ils faire main basse sur la ville ? », la Gazette, 27 mars 2017



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... **demain.aurm.org**



Contact : Sébastien Dassonville
 Chargé d'études cohésion sociale
 33 avenue de Colmar - 5^{ème} étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 83
 Courriel : sebastien.dassonville@aurm.org

Numéro réalisé avec la collaboration de l'Agence de la Participation Citoyenne de la Ville de Mulhouse

14/25 DEMain

25 questions pour interroger l'avenir

Sacre de la ville ou retour au rural ?

Les communes peu denses ont gagné des habitants ces dernières années. La population est soucieuse de sa qualité de vie, tant sociale qu'environnementale. Ces aspects déterminent en partie le lieu de vie choisi.

Cette tendance est-elle amenée se pérenniser ? Quels seront les mouvements démographiques à venir et quels facteurs pourraient les faire évoluer ?

Choix du lieu de vie : les principaux facteurs

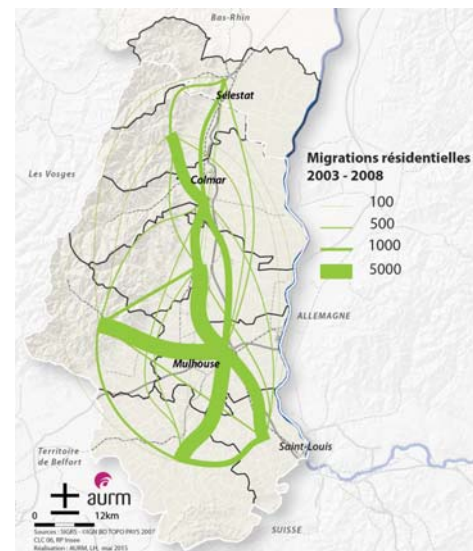
Les habitants choisissent leur lieu de vie selon différents critères :

- **la proximité** : accès aux services, densité de l'habitat, lien social et familial,
- **l'accessibilité / la connectivité** : accès aux transports en commun, la disponibilité d'Internet en Haute Définition
- **le travail** : emploi, dynamisme économique, ...
- **les paysages / ressources** : patrimoine, environnement, sites naturels, ...

Ainsi, ne peut-on pas se demander si l'amélioration de l'accessibilité en transport ou le développement du numérique, par exemple, sont des facteurs qui pourraient faciliter le choix d'habiter en milieu rural ?



Un nouveau programme de logements BBC à Ungersheim : une densité résidentielle relativement forte dans un cadre naturel.



Cette carte des emménagements et déménagements illustre les interactions fortes entre milieu rural et urbain.

DONNÉES CLEFS

35% des français vivent sur **90%** du territoire national

Source : Insee / Traitements : L. Rieutort, E. Langlois

0,2% des haut-rhinois vivent dans des communes de moins de 200 hab.

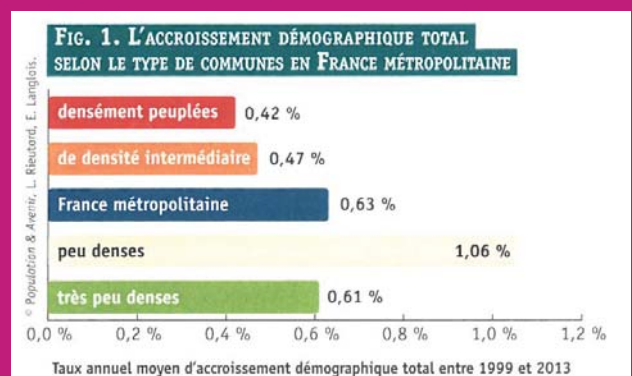
contre 1,7% en France métropolitaine

Source : Recensements Insee

60% des haut-rhinois vivent dans des communes de 200 à 10 000 habitants

contre 50% en France métropolitaine

Source : Recensements Insee



L'accroissement démographique est plus fort dans les communes peu denses, depuis 1999, synonyme d'un retour à la campagne ?

Les facteurs de choix du lieu de vie sont nombreux. Les ménages ne sont pas tous sensibles aux mêmes critères.

Quelles aspirations pour vivre à la campagne ?

Habiter à la campagne représente un véritable choix de vie. Les motifs les plus fréquents d'emménagement à la campagne sont le calme, l'environnement (grands espaces, faible densité d'habitat) et le rythme de vie moins stressant.

Les prix du foncier sont également moins élevés dans les espaces ruraux. L'aspect financier peut être un élément décisif dans le choix du lieu de vie.

Les motivations des urbains ?

La proximité des services et des équipements, leur facilité d'accès, les modes de transport développés sont des facteurs d'attractivité de la ville. Il s'agit d'un avantage majeur puisqu'ils permettent aux habitants de disposer d'un maximum de services.

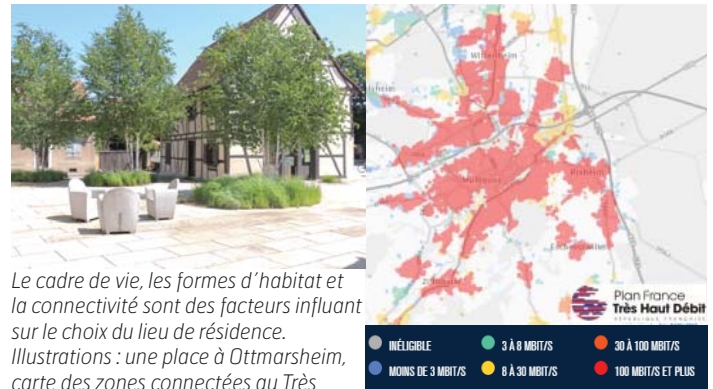
La solidarité développée entre les habitants ne se manifeste pas de la même manière en milieux urbain et rural.

Quelles évolutions ?

Deux scénarios imaginent l'évolution des moeurs en termes de lieux et modes de vie en 2025.

- Vers un rééquilibrage de la démographie territoriale**
 De nombreuses personnes ont quitté les villes pour habiter à la campagne. Les villages se sont donc agrandis et ont pu conforter leurs offres en équipements, services et commerces de proximité. La perte d'habitants dans les villes a été compensée par l'arrivée de réfugiés climatiques. Les villes ayant « rétréci », la nature a repris sa place dans les milieux urbains. Les avantages de la campagne se retrouvent en ville. A l'inverse, les villages se sont développés et ont perdu de leurs caractéristiques propres : le calme, la proximité entre habitants, etc.
- Les villes et agglomérations se densifient au détriment des campagnes**
 La population se concentre dans les grands pôles urbains et les migrations résidentielles confortent cette tendance. Le décalage entre les villes et les campagnes s'accroît. Les populations plus jeunes s'installent en milieu urbain, vidant les campagnes. Ces dernières perdent la quasi totalité de leurs équipements (écoles, médecins, services et commerces de proximité)

Les évolutions peuvent toutefois être moins contrastées. Les espaces périurbains, nombreux dans le sud-Alsace, ne pourraient-ils pas faire l'objet d'un scénario alternatif ?



Le cadre de vie, les formes d'habitat et la connectivité sont des facteurs influant sur le choix du lieu de résidence. Illustrations : une place à Ottmarsheim, carte des zones connectées au Très Haut-Débit

⊕ Notre questionnement

Pourra-t-on encore parler de ruralité ?

La ville sera-t-elle davantage « champêtre » ?

Serons-nous tous « rurbains » ?

Faudra-t-il prévoir une régulation des tendances ?

⊕ À lire, à voir...

« La ruralité en France : des potentiels oubliés ? »
Population & Avenir, janvier-février 2017

« Quels scénarios d'évolution du territoire alsacien ? »,
Les Notes de l'ADEUS, décembre 2016

« Vivre à la campagne : le retour au vert des français ? »
émission de France24, 26 septembre 2016

« Etre ou ne pas être Rurbain »
Les Matinales de l'Agence d'Urbanisme, AURM, mai 2013



consulter notre blog et échanger avec nous sur... demain.aurm.org



Contact : Nathalie Saby
Chargée d'études Centre de ressources
33 avenue de Colmar - 5ème étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 73
Courriel : nathalie.saby@aurm.org


agence d'urbanisme de la région mulhousienne



DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

Territoires à très haut débit internet = «intelligents» ?

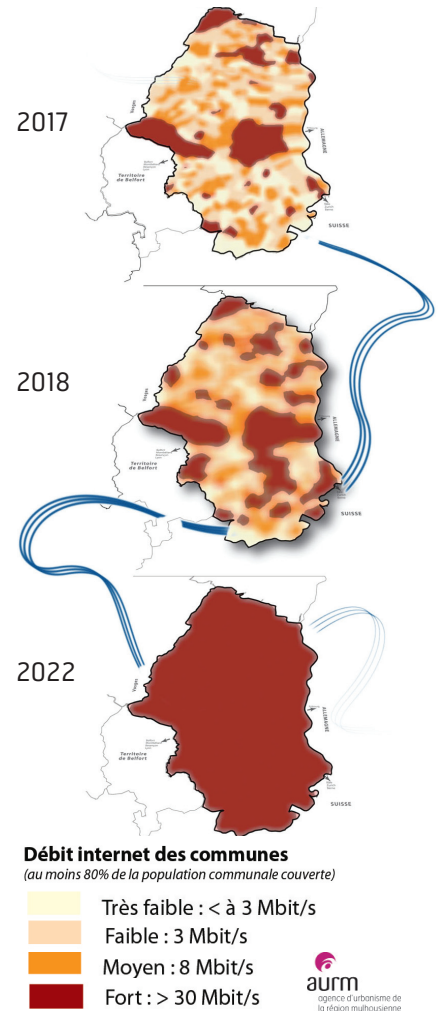
Le Très-Haut-Débit (THD) correspond à un débit égal ou supérieur à 30 Mbit/s. Il permet d'envoyer et de recevoir un grand volume de données en un minimum de temps.

En 2017, les territoires périurbains : Sundgau, bande rhénane... disposent de débits internet en inadéquation avec les standards d'aujourd'hui.

En 2022, toutes les communes du Haut-Rhin disposeront du THD. Cela constitue une opportunité historique pour les territoires, notamment pour le désenclavement des territoires périurbains et ruraux. Il facilitera l'émergence de nouveaux usages.

Toutefois, la fibre optique est-elle «l'infrastructure miracle» ? Qui et quelles actions vont rendre «intelligents» nos territoires ? La fibre n'a-t-elle pas un immense rôle de facilitateur à jouer ? Quels nouveaux usages permettra-t-elle ? Qui doit se saisir de ce nouvel outil ?




Vous voulez en savoir plus ? Lisez plutôt nos deux histoires fictions...



Le déploiement progressif de la couverture THD dans le Haut-Rhin.

DONNÉES CLEFS

Durées de téléchargement des fichiers selon le débit.

	Fichier Powerpoint 4 Mo	→	3 Mbit/s : 10 s 30 Mbit/s : 1 s
	Fichier PDF rapport d'étude 10 Mo	→	3 Mbit/s : 26 s 30 Mbit/s : 3 s
	CD de sauvegarde 640 Mo	→	3 Mbit/s : 28 min 30 Mbit/s : 3 min

Le Très Haut Débit (débit > à 30 Mbit/s) permet d'envoyer et de recevoir quasiment instantanément des fichiers de plusieurs dizaines de Mo.

Fonctionnement des villes et villages intelligents.



Des territoires connectés, participatifs et collaboratifs.

Demain, le très-haut débit facilitera l'accès à une multitude de nouveaux usages. Mais comment donner sens à cette révolution technologique pour en faire une aide au quotidien et non une contrainte ?

Demain, des villes «intelligentes»

En 2042, des capteurs maillent toute l'agglomération mulhousienne. La voiture autonome est en cours de généralisation. Il n'y a plus d'embouteillage. Les «smart grids» ont permis à la ville de disposer de systèmes de production d'énergie locaux. L'agglomération est maintenant autonome en énergie. Les habitants sont systématiquement consultés via les réseaux sociaux et chat bot pour les projets de la ville. La ville, ses habitants, ses élus et ses forces vives (entreprises, associations...) interagissent les uns les autres. L'humain est placé au centre de la ville.

La fibre optique a joué un rôle de catalyseur dans l'émergence de ce nouveau modèle appelé « ville intelligente ».



Les villes et villages «intelligents» prennent forme lorsque la technologie est appropriée par toutes et tous - Source : <http://manavao.com>

Demain, des villages «intelligents»

En 2042, les «smart country villages», villages intelligent ultra-connectés, facilitent la vie des habitants. Ces derniers peuvent participer à des visio-conférences, suivre des formations continues à distance, bénéficier de la télé-santé... Les habitants peuvent se connecter au reste du monde à la vitesse de la lumière ! Les habitants des secteurs périurbains et ruraux du Sud-Alsace ne sont plus forcément obligés de se déplacer. Des panneaux solaires sur leurs toits, des microcentrales hydroélectriques... permettent aux villages d'être autonomes en énergie, comme les agglomérations.

Avec le THD, fini l'enclavement des territoires périurbains et ruraux. Ils bénéficient maintenant des mêmes services que la ville. L'opposition ville campagne n'a plus lieu d'être. Les chercheurs commencent à entendre parler de «territoires humanistes numériques hyperconnectés» à l'échelle du globe... le progrès n'attend pas.

Tous concernés ?

La fibre démultipliera de façon exponentielle les possibilités de connexions. Comment positionner l'humain au coeur des villes et des villages intelligents ? Comment se saisir de ce nouveau modèle ? Par exemple, comment allier finement «technique» et «bien être» ? Un des nombreux défis de nos territoires de demain....

➔ Notre questionnement

Le très haut débit généralisé suffira-t-il à atténuer la fracture ville / campagne ?

Un territoire connecté est-il forcément un territoire «intelligent» au service des habitants ?

➔ À lire, à voir...

Le développement des réseaux numériques : une chance à saisir pour la région mulhousienne !
2016/01, 24 p. / AURM, Stéphane DREYER
www.aurm.org

Matinale 09 12 2016 : le numérique à la campagne... le village intelligent, modèle en devenir ?
Présentation, 2016/12, 12p. et L'Essentiel, 2016/12, 2p. / AURM, Stéphane DREYER
www.aurm.org



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... demain.aurm.org



Contact : Stéphane DREYER
Chargé d'études principal mobilités-réseaux
33 avenue de Colmar - 5ème étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 81
Courriel : stephane.dreyer@aurm.org


agence d'urbanisme de
la région mulhousienne



16/25 **DEMA**in

25 questions pour interroger l'avenir

Nos villes bienfaitantes et nourricières ?

Se nourrir est un des besoins fondamentaux. Dans quelle mesure la collectivité se doit d'assurer l'accès à une alimentation saine et de proximité pour ses habitants ?

La solution est-elle alors de produire la nourriture directement dans le tissu urbain ? Des solutions existent pour cultiver en ville : toitures, délaissés de voiries, ou encore jardins publics. Produire localement permet une consommation directe et souvent une alimentation plus saine.

Mais est-ce suffisant ? Demain, ne devons-nous pas changer notre régime alimentaire pour nourrir l'ensemble de la population ?

L'autonomie alimentaire, un rêve accessible en 2040

Rendre les villes nourricières dès 2040, enjeu majeur depuis de nombreuses années, a demandé la construction d'un système alimentaire durable. Pour y arriver, elles ont ainsi développé une agriculture au sein de leur tissu urbain : fermes verticales (tours) ou mobiles (container), jardins partagés, toitures « potagères », ...

Des **fermes tours** ont vu le jour partout dans les grandes métropoles. Leurs avantages sont nombreux : limitation de la consommation foncière, culture protégée des aléas climatiques, production constante, système souvent non polluant. Des projets très réalistes se sont développés en Asie mais aussi en Europe. D'autres



agence d'urbanisme de la région mulhousienne



Des containers allient autant la production que la vente directe. A Berlin, ce système allie aquaponie* et hydroponie** pour la culture. Source : DR



Gotham greens à New York (USA), est une ferme urbaine par culture hydroponique. Le projet inclut un magasin et restaurant. Source : ecolopop.info/20

* **Aquaponie** : la culture se fait dans un écosystème construit en circuit fermé, entre l'élevage de poissons et la production de végétaux. Les déchets des poissons sont utilisés comme nutriments pour les plantes.

** **Hydroponie** : les végétaux poussent hors sol, sur un substrat – sable, billes d'argile, laine de roche, etc. – irrigué par une solution composée d'eau distillée et de nutriments.

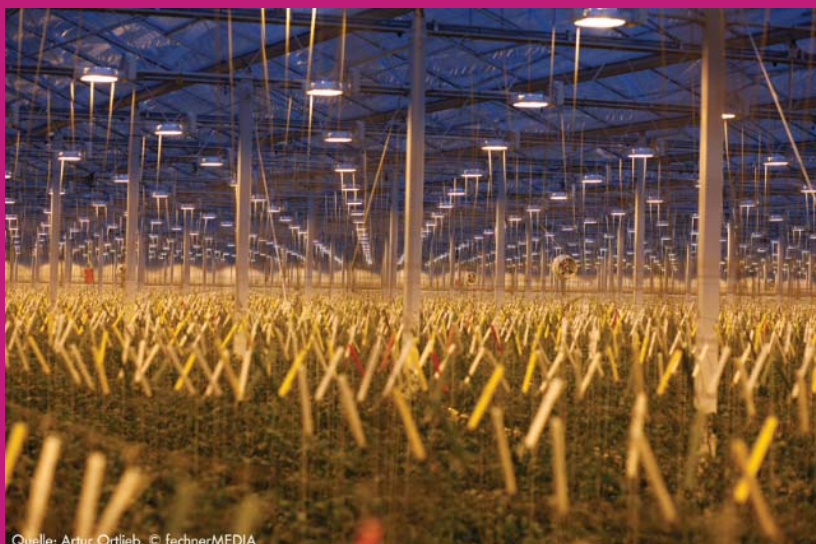
DONNÉES CLEFS

2 ha de maraîchage permettent de fournir en légumes et fruits 150 personnes par semaine

(Source Terre de liens - convertisseur alimentaire)

26 AMAP constituées autour de 21 agriculteurs et 4 artisans composent le réseau sud alsacien Rhenamap (source RHENAMAP)

9 milliards = nombre d'humains à nourrir en 2050 à l'échelle mondiale, dont 70 % vivront dans les centres urbains. La production alimentaire devra doubler.



Quelle: Artur Ortlieb, © fechnerMEDIA

L'agriculture est de plus en plus industrialisée, serres géantes en Asie
Crédit image : © fechnerMEDIA 2013

Les fermes verticales restent l'apanage des métropoles, dans nos villes ce sont les espaces verts ou délaissés urbains qui se cultivent...

fermes urbaines utilisent les **toitures pour créer des serres**, à l'instar de Gotham greens à New York, précurseur en la matière.

Les pratiques agricoles se sont aussi adaptées : plus économes, plus écologiques en mobilisant le plus d'espaces verts ou délaissés possibles. Aujourd'hui, près de 40 % des jardins privés et publics, des espaces boisés et des espaces verts urbains sont utilisés. Ainsi nous arrivons à produire plus de 5 fois la demande en fruits et légumes.

Au début des années 2000, Detroit (USA) a été la ville phare. elle s'est donnée une «secondé vie» grâce aux développements de l'agriculture urbaine. Cet exemple a été le modèle économique et social. Il a permis à une population habituée aux «fast food» de retrouver une alimentation plus saine.



Nos pays occidentaux se sont aussi mis au régime « africain », manger des insectes est devenu habituel, les chocolats «sauterelles» sont de délicieuses friandises protéinées.

Une culture plus respectueuse du sol pour des aliments sains

Dans un contexte de crise économique, les urbains ont aussi développé les circuits courts privilégiant les **produits locaux et/ou bio**. Les marchés de producteurs sont revenus en ville, les fermes vendent de nouveau en direct et les paniers d'Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) se sont démultipliés. Ainsi, le producteur plus proche du consommateur lui garantit une alimentation plus saine. Il privilégie la qualité plus que la quantité tout en respectant la terre.

Changements des habitudes alimentaires et ainsi réduire les besoins

Des mutations ont été nécessaires tant au niveau de la production que de la consommation. Les propositions du scénario AFTERRES 2050 ont été largement mises en œuvre. Ce scénario base son développement sur le **changement de régime alimentaire** : des assiettes moins garnies et un meilleur équilibre entre protéines animales et végétales. La consommation de viande a ainsi diminué de moitié. Au départ, cette proposition était sans doute la plus ambitieuse.

Certains se sont tournés vers d'autres sources de protéines. Ainsi les insectes sont entrés dans notre alimentation.

Et vous, demain, êtes-vous prêts à réduire de moitié, voire supprimer votre consommation de viande ?

➔ Notre questionnement

Passer d'une agriculture modernisée à une agriculture d'ultra proximité : une utopie ?

L'agriculture de proximité = alimentation saine ?

De quelle manière les collectivités publiques peuvent-elles accompagner ces projets ?

➔ À lire, à voir...

Publications

Essentiel de la Matinale : Ville nourricière : Effet de mode ou nécessaire réalité - AURM - 2016

Demain ... Et si la nature gagnait nos villes ? - AURM - 2017

La santé au coeur des politiques territoriales ? - AURM - 2017

Intégrer l'urbanisme durable dans le PLU - AURM - 2012

Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage - FAO - 2014

AFTERRES 2050 - Solagro - 2016



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... **demain.aurm.org**



Contact : Catherine Horodyski
 Chargé d'études Projet urbain - Aménagement
 33 avenue de Colmar - 5ème étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 76
 Courriel : catherine.horodyski@aurm.org

aurm 25ANS
 agence d'urbanisme de la région mulhousienne



DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

Le smartphone, notre 3^{ème} main ?

Le téléphone filaire a connu un développement très important au cours des années 1960-1970. Au milieu des années 1990 le téléphone portable est apparu. Il a bouleversé nos vies. En 2007, Apple a lancé l'iPhone qui a été le premier smartphone. Les autres constructeurs ont suivi dans le même esprit. Depuis 10 ans, il est facile d'envoyer et de recevoir des mails, de commander, de payer, de visiter une ville avec son smartphone, bref d'être connecté.

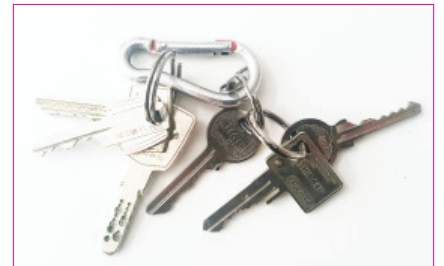
Les évolutions ont donc été importantes au cours des 25 dernières années... D'ici à 2042, des évolutions majeures pourraient être envisageables. Alexander Bell, l'inventeur du téléphone en 1876, serait sans doute surpris d'une telle évolution. Laissons libre cours à notre imagination pour anticiper ce que pourrait devenir le téléphone... s'il existe encore, dans 25 ans.

Toujours plus performant

Nous sommes le 21 mai 2042... et je suis super content ! Ce matin j'ai acheté mon smartphone Cherry 4XL ! J'attendais sa sortie avec impatience. Il propose de la 12G. C'est encore l'un des derniers téléphones avec lequel il est possible de téléphoner à l'ancienne. J'aime bien ce côté retro... Heureusement, avec les Cherry Glass dernière génération, j'ai la possibilité de voir mon interlocuteur en 3D. C'est comme si la personne avec qui je discute était dans la même pièce en face de moi.



Séquence nostalgie, un ancien téléphone fixe des années 1970-1980 à cadran avec son petit écouteur.



Demain, le téléphone sera un véritable trousseau de clés dans notre vie quotidienne.

DONNÉES CLEFS



Le smartphone, un outil facilitant la vie quotidienne : mobilités, achats, démarches administratives... Depuis 2015, la moitié des consultations sur internet s'effectue soit par téléphone soit par tablette.

En France...

93 % des personnes disposent d'un téléphone portable,

88 % d'un téléphone fixe,

Mais 35 % ne disposent pas de smartphone !

Source des données : baromètre du numérique, CREDOC, 2016.

Demain, des smartphones toujours plus performants dotés de nouvelles fonctions et services. Les habitants pourront contribuer à la vie de la cité avec leur téléphone.

Jamais sans mon smartphone !

Aujourd'hui, je fais tout avec mon smartphone. Je réserve ma voiture autonome pour effectuer mes déplacements quotidiens. J'ai un suivi très précis de mes constantes biologiques : globules rouges et blancs, mes plaquettes, ma tension et mon rythme cardiaque, ma température corporelle... Bref, un vrai laboratoire d'analyses ambulants.

Côté vie pratique, ma maison est connectée. Avec la domotique, je peux régler mon chauffage à distance, suivre en temps réel ma consommation d'eau, de gaz et d'électricité. Lors des pics de consommation énergétique, je peux réduire la température dans certaines pièces de ma maison. Mon smartphone me suggère des playlists suivant mes goûts musicaux, des propositions de sorties, de manifestations...

Avec mon smartphone, je gère en temps réel le contenu de mon frigo. Quand il manque un produit, mon smartphone me propose de le commander et s'occupe de la livraison. Le supermarché m'enverra une personne qui complètera mon frigo. Les commerces proposent tout un service de commandes en ligne et une livraison à domicile par drone.... Tout est devenu tellement simple !

Tout le monde contributeur

Mon smartphone me permet de contribuer à la vie du Sud Alsace. J'ai accepté que mes déplacements quotidiens puissent être téléchargés, depuis mon smartphone, par les services techniques du Sud Alsace. Ainsi, avec les données collectées, les techniciens et les élus peuvent adapter les réseaux de transports et les services de voitures autonomes en fonction des besoins. L'offre de transport est plus agile. Elle s'adapte constamment aux usages et besoins des habitants.

Le smartphone fait partie intégrante de la ville intelligente. Il permet non seulement d'accéder aux services de la ville, mais aussi d'alimenter les services proposés par la collectivité aux habitants. Dire qu'en 2017, certaines personnes avaient peur de Big-brother, d'être tracées en permanence... A cette époque, des personnes ne souhaitaient ou n'avaient pas les moyens de disposer de smartphone. Il existait encore «une fracture».

En 2042, le smartphone est l'une des pierres angulaires des territoires intelligents. Et ne l'oublions pas.... un smartphone permet aussi de téléphoner !



Demain, les fabricants de smartphone souhaiteraient développer une interface 3D - Source : <http://www.welovebuzz.com>

➔ Notre questionnement

Demain, le smartphone :

- Encore plus (ou trop!) présent dans nos vies ?
- Quels pourraient être ses nouveaux usages ?
- Quelles alternatives pour des personnes non équipées ou peu familiarisées avec l'outil ?

➔ À lire, à voir...

Baromètre du numérique 2016 - CREDOC
<http://www.credoc.fr/>

Mobilités et applications numériques
Etat des lieux et enjeux dans le Sud-Alsace
2017/01, 20 p. / AURM, Stéphane DREYER
www.aurm.org



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... demain.aurm.org



Contact : Stéphane DREYER
Chargé d'études principal mobilités-réseaux
33 avenue de Colmar - 5^{ème} étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 81
Courriel : stephane.dreyer@aurm.org


agence d'urbanisme de
la région mulhousienne



18/25 DEMain

25 questions pour interroger l'avenir

Patrimoine revisité : mieux préservé ?

Le patrimoine architectural, urbain et paysager renvoie aux notions de bien commun, d'héritage, d'identité et de mémoire. Il contribue aussi grandement à l'attractivité résidentielle et touristique. Pour toutes ces raisons, citoyens et collectivités se rejoignent unanimement sur l'intérêt de préserver le patrimoine. Pour autant, la sauvegarde du patrimoine reste un défi permanent et même grandissant. Le temps et le contexte économique ne semblent pas jouer en faveur du patrimoine.

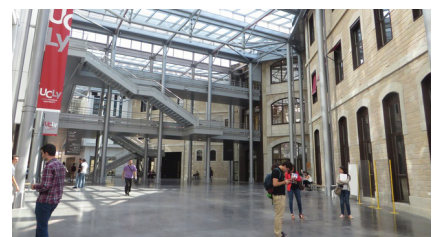
Demain, comment continuer à relever le défi de la sauvegarde du patrimoine ? Avec quels moyens ? Avec qui ? Comment revisiter la question du patrimoine ? Quel patrimoine considérer demain ?

Une vision d'un patrimoine "new generation" pour illustrer un possible.

Patrimoine en péril, une menace perpétuelle

Préserver, restaurer, valoriser et faire reconnaître le patrimoine n'a jamais été évident. Un fort consensus moral en est le socle et il légitime les actions menées en faveur du patrimoine. Mais **nombre de difficultés se cumulent : détérioration, coût, pressions urbaines, procédures de protection, définition du patrimoine, etc**

Les années 2030 ont vu poindre une sorte de crise patrimoniale. L'avenir du patrimoine était menacé et **quelques événements marquants ont réveillé les consciences et permis une petite révolution patrimoniale**. La Statue de la Liberté fermée au public suite à un gigantesque ouragan ayant fragilisé son socle et sa structure, un vieux manoir anglais et son grand parc sauvés in extremis de la destruction à des fins de promotion immobilière par une mobilisation populaire sans précédent, le classement d'un grand lotissement pavillonnaire francilien des années 80, etc. Il était temps de **revisiter la gestion du patrimoine pour l'avenir** ...



Victor Hugo a dit : « Ouvrir une école, c'est fermer une prison » ...

Les deux anciennes prisons St-Paul et St-Joseph à Lyon, édifices monumentaux remarquables du XIX^{ème} siècle, sont fermées en 2009 et vouées à la destruction. Sauvés par un fort mouvement d'opposition, ces témoins uniques de l'architecture carcérale du XIX^{ème} sont réhabilités et accueillent depuis 2015 l'université catholique, des bureaux, des commerces et des logements.

(Sources : © Pierre Augros / Maxppp et 20 minutes)

DONNÉES CLEFS

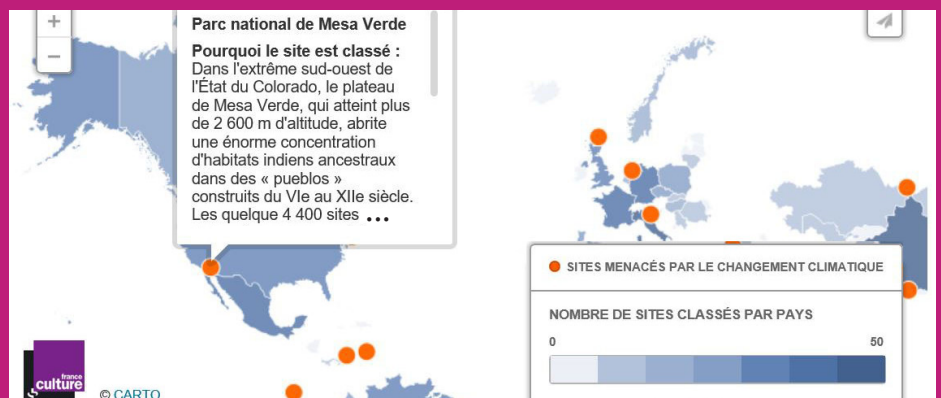
4382 monuments historiques protégés dans le Grand Est, dont

1456 monuments en Alsace

201 sites du Patrimoine mondial de l'Unesco en péril soit **19%**

(source : rapport de l'Unesco paru le 26 mai 2016)

757 M€ en 2017 de budget de l'État français pour le patrimoine (monuments, musées et architecture)



L'ampleur du patrimoine en péril dans le monde : un rapport de l'UNESCO et des cartes interactives présentant les sites menacés (par le changement climatique, l'industrie, le tourisme, les conflits). Un exemple : les 4 400 sites archéologiques de Mesa Verde gravement menacés par les inondations soudaines, l'érosion des falaises et les incendies de plus en plus nombreux. Source : <https://www.franceculture.fr/environnement/cartes-patrimoine-mondial-en-peril>

Citoyens, entreprises, collectivités, propriétaires, mécènes ... tous mobilisés pour sauvegarder un patrimoine revisité.

Si "cher" patrimoine ...

Les années passant, le patrimoine à protéger, entretenir et valoriser est devenu en 2030 très important ... et les coûts associés également. Un exemple un peu particulier : la désaffectation accélérée des lieux de cultes qui a généré leur dégradation ainsi que la mise en vente de nombreux édifices en milieu rural, avec des travaux coûteux de restauration et de réhabilitation à d'autres usages. Les collectivités publiques comme les propriétaires privés peinant de plus en plus à financer le patrimoine, il a fallu trouver d'autres ressources. **Le mécénat et le financement participatif (crowdfunding) en faveur de la sauvegarde du patrimoine, autrefois assez discrets, se sont généralisés et officialisés.** Les sites internet du ministère de la culture et de l'UNESCO centralisent tous les appels à financement et à mécénat, avec pour les contributeurs des avantages fiscaux revus à la hausse et un accès gratuit aux sites qu'ils ont généreusement financés.

Église de Cold Hanworth, au Royaume-Uni, transformée en maison familiale



Photos : Caters News Agency/Sipa
Source : www.20minutes.fr/insolite/diaporama-9753-photo-942657-eglise

En France, on compte près de 100 000 bâtiments religieux et on estime entre 5 et 10% ceux qui devraient être vendus, abandonnés ou détruits d'ici 2030 (source : observatoire du patrimoine religieux)

Tous solidaires pour le patrimoine

La mobilisation passe aussi par celle des moyens humains. Les **chantiers participatifs** se sont généralisés et les **journées citoyennes et services civiques** se sont développés en faveur de la préservation du patrimoine. La loi a également créé **une journée de solidarité patrimoine obligatoire pour les entreprises exerçant des compétences utiles à la préservation du patrimoine** (artisans du BTP, bureaux d'études, architectes, environnementalistes, etc) et facultative pour les autres. **Le principe : mobiliser une journée de travail (en temps ou en masse salariale) pour un chantier ou projet patrimonial.** Et pourquoi pas l'une des journées du patrimoine ...

Le patrimoine citoyen

Parce que le patrimoine est bien commun d'un territoire voire de l'humanité, il a été décidé d'associer dans les années 2020 davantage les citoyens à sa protection. **Un collège de citoyens et d'associations siège désormais dans les commissions ad hoc se prononçant sur le classement d'un site. La loi prévoit même que tout site patrimonial proposé sur initiative citoyenne soit examiné par la commission en vue d'un(e) éventuel(le) classement ou inscription.** Pour ce faire, le site doit recueillir un nombre important de signatures citoyennes (variable selon le type de patrimoine : mondial, national) et sa candidature doit être soutenue par un membre expert de la commission.

Alors, l'avenir du patrimoine peut-il être assuré ? Citoyens, entrepreneurs, collectivités, ... êtes-vous prêts à vous mobiliser pour le patrimoine ? Saurons-nous relever le défi ?

⊕ Notre questionnaire

Qu'est-ce qui fera patrimoine demain ?

Comment répondre au défi grandissant de la sauvegarde du patrimoine ?

Faut-il figer ? transformer ? trier ?

⊕ À lire, à voir...

AURM, « Patrimoine, identité et projet de territoire : construire l'avenir à partir du passé ? », Matinale, septembre 2016

"Le patrimoine territorial en projet", Points FNAU, décembre 2015

UNESCO, rapports sur le patrimoine et le changement climatique :

<http://whc.unesco.org/fr/actualites/1500/>

<http://whc.unesco.org/fr/series/37/>

Site de financement participatif dédié au patrimoine :

<https://dartagnans.fr/>



Consulter notre blog et échanger avec nous sur **demain.aurm.org**



Contact : Christelle Barlier
Chargée d'études urbanisme-planification
Architecte DPLG
33 avenue de Colmar -5ème étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 82
Courriel : christelle.barlier@aurm.org

aurm 25ANS
agence d'urbanisme de la région mulhousienne



19/25 **DEMAIN**

25 questions pour interroger l'avenir

Les seniors métamorphoseront nos cités !

Le vieillissement de la population est l'un des enjeux principaux auxquels la société française sera confrontée les vingt prochaines années. Ce vieillissement accéléré résulte de l'accroissement de l'espérance de vie et de l'arrivée massive en retraite d'une vague générationnelle, particulièrement nombreuse, les « Baby-boomers ».

Un public de plus en plus hétérogène

Les seniors ne constituent pas une population homogène. Les **profils sont multiples** et **les besoins varient en fonction de** la situation familiale, l'état de santé, la proximité de leurs enfants et petits-enfants, la forme physique et mentale, l'activité quotidienne... ce qui rend l'anticipation sur leur modes de vie très difficile. Les réponses à apporter, diffèrent selon le niveau de ressources, le lieu de vie, le milieu socio culturel ...

Ceux qui ont 60-75 ans aujourd'hui (donc nés après guerre) sont les baby boomer. Cette population est singulière dans son mode de vie: elle a connu le **quasi plein emploi**, l'accès à la propriété, la génération du «tout voiture»...

Ceux qui auront 60-75 ans après 2030 représentent une génération aux **parcours professionnels et personnels plus chaotiques**, mais beaucoup plus connectée que la génération précédente (portable/smartphone, réseaux sociaux...). Ils seront également plus sensibilisés aux enjeux du développement durable.



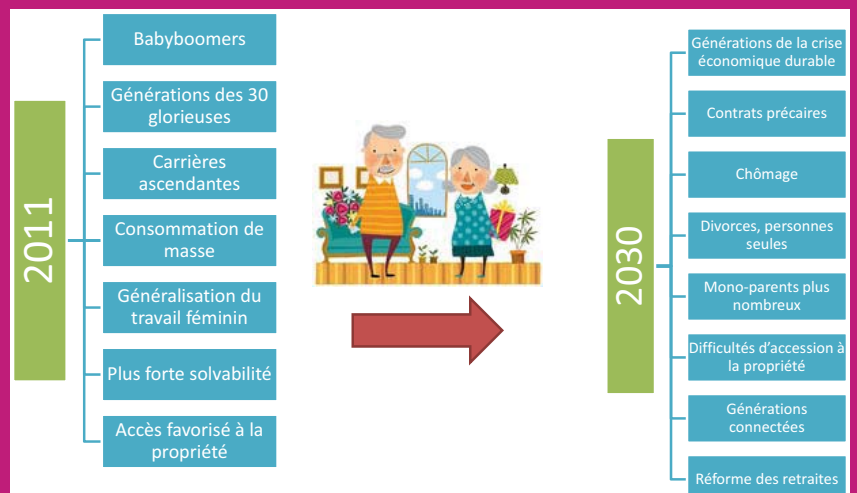
*La dynamique de vieillissement des populations est un **fait majeur à prendre en compte** aujourd'hui et demain pour une meilleure organisation des territoires. Ce phénomène va donner une **place centrale aux personnes âgées dans notre société** et impacter inévitablement les politiques publiques sur les questions liées au logement (en termes de production et d'adaptation), à la mobilité, à la santé, aux services de proximité, aux équipements publics ou encore à l'économie.*

DONNÉES CLEFS

22% de la population de m2A a plus de 60 ans en 2014 (soit près de 54 000 habitants)

24% de la population française a plus de 60 ans en 2014

Plus de **30%** de la population de m2A, comme de la population française, aurait plus de 60 ans en 2030



Les seniors d'aujourd'hui ne seront pas les seniors demain. Les actuels baby boomers ont tendanciellement connu des carrières ascendantes leur assurant des retraites à taux plein. Depuis les années 2000, le taux de chômage a fortement augmenté et les parcours de vie des ménages sont de plus en plus fragmentés ce qui laisse à penser que les seniors seront plus fragilisés après 2030

Les nouveaux retraités sont des acteurs majeurs de la vie publique. Une évolution qui appelle une réadaptation des politiques publiques vis-à-vis de cette population ayant des besoins et des aspirations spécifiques.

En vieillissant, la consommation évolue

Certaines **dépenses sont en hausse** telles que la **santé, les loisirs, les dépenses de la maison et les services domestiques** avec des personnes qui restent plus souvent à domicile. Les baby-boomers, en vieillissant, poussent la consommation du **tourisme, du bien-être ainsi que la consommation d'électronique**. Pour exemple, la consommation d'électricité est appelée à croître de 1,3% en 2025 uniquement sur la base du facteur du vieillissement démographique.

A l'opposé, certains **secteurs d'activités sont à la baisse: les biens d'équipements, les transports, les vêtements ou l'alimentation générale**.

En vieillissant, les déplacements sont moins nombreux et différents

La mobilité des personnes âgées constitue un enjeu fort tant **la capacité à se déplacer est facteur d'autonomie et de lien social**. Avec l'âge, les programmes d'activités et la temporalité des déplacements évoluent. **Les seniors se déplacent de plus en plus en voiture et de moins en moins à pied**. A l'approche de la dépendance, **les migrations résidentielles des aînés pourraient profiter aux centres-bourgs ou centres-villes**, équipés de services adaptés et où la proximité des services et des équipements réduit et facilite les déplacements.



Filea, service de transport à la demandé géré par Soléa, facilite le déplacement de personnes âgées dans l'agglomération mulhousienne



BATTENHEIM, rue des Prés. Résidence de 12 logements accessibles et adaptés aux seniors et disposant d'une salle commune. «Une personne très âgée peut être autonome si elle vit dans un immeuble avec ascenseur, et dépendante dans un appartement desservi par un escalier», observent nombre d'acteurs sociaux.

⊕ Notre questionnement

- **Logements, espaces publics, transports... jusqu'à où adapter la cité pour les besoins des seniors ?**
- **L'offre de services et d'équipements spécifiques doit-elle être déployée sur tout le territoire, dans les villes comme dans les villages ?**
- **Doit-elle être développée uniquement dans certaines centralités ?**

⊕ À lire, à voir...

Les personnes âgées dans la région mulhousienne - Etat des lieux et principaux enjeux
2015/03, AURM

Comment consomment les seniors?
2012/12, CREDOC



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... demain.aurm.org



Contact : Jennifer Keith
Chargée d'études Habitat et Cohérence Territoriale
33 avenue de Colmar - 5ème étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél : 03 69 77 60 82
Courriel : jennifer.keith@aurm.org

aurm 25ANS
agence d'urbanisme de la région mulhousienne



DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

Des villes moins peuplées et plus vertes ?

Paradoxe : alors qu'une part toujours plus importante de la population mondiale est urbaine, certaines agglomérations perdent massivement de la population. Etalement urbain, vieillissement et perte d'emplois industriels se conjuguent pour que des villes perdent de la population au profit de centres plus petits. En France, la partie nord-est et le centre du pays sont particulièrement concernés, avec de nombreuses villes moyennes qui «rétrécissent».

Voici deux fictions pour apprécier les possibles transformations des espaces urbains.

Toujours plus loin

"Demain ? Je déménage. Je vais m'installer dans un vrai village, à 50 kilomètres d'ici. Se déplacer n'est plus un problème depuis que les voitures sont électriques, les kilomètres ne coûtent plus rien. Quand je suis arrivé ici, c'était bien. C'était calme, il y avait de la place, de la vue. C'était un village et c'est pour cet espace plus intime, plus proche de la nature que j'avais quitté la ville. Ici, j'avais un balcon, une belle vue sur le verger..."



Les situations de rétrécissement urbain se caractérisent généralement par une sur-offre de logements. Une solution passe par la démolition, sans reconstruction.



Au-delà de la quantité de population ou de logements, le rétrécissement urbain a aussi un aspect qualitatif : on parle souvent de décrépitude urbaine.

DONNÉES CLEFS

125/220

Plus de la moitié des grandes villes européennes ont perdu de la population entre 1996 et 2001

20%

la part des aires urbaines françaises qui connaissent une décroissance démographique



→ New approaches of green spaces in shape + fonction

www.ioer.de
Juiane Mathey & Stefanie Rößler, 22.10.2010



0 politique nationale dédiée spécifiquement à la problématique de la décroissance urbaine en France

Qu'il s'agisse d'une solution d'attente ou d'une restructuration durable des espaces urbains, les politiques d'accompagnement du rétrécissement urbain passent souvent par un verdissement des espaces libérés par les démolitions. Ces espaces peuvent devenir des forêts urbaines, des jardins partagés ou familiaux, des espaces agricoles ou bien encore des espaces plus «sauvages».

Demain, de plus en plus d'espaces urbains rétréciront, en France comme ailleurs. Il va falloir concevoir autrement de la ville, plus verte, plus conviviale, plus ouverte à son environnement.

Mais, comme tout le monde a fait comme moi, le village s'est construit, construit. Des petits immeubles, des pavillons, rien de bien grand, mais au bout du compte, ça en fait du monde. Nous devons bien être dix ou douze mille maintenant. La mairie a dû installer des feux rouges partout, il est devenu impossible de stationner, les classes de l'école sont surchargées...

Du coup, ma vue s'est bouchée et je ne vois plus le verger. D'ailleurs je crois bien qu'il a été rasé pour en faire un nouveau lotissement. Alors demain, sans regret, je redéménage. Je devrais faire 60 kilomètres pour aller travailler, mais au moins je serai au calme, loin de toute cette foule."

Reconstruire les villes

"Demain ? J'inaugure un nouvel espace vert dans ma ville. Ou ce qu'il en reste à force de détruire de vieux immeubles dont plus personne ne veut. Depuis des années, les habitants partent vers les petites communes de la périphérie. D'abord, ils n'allaient pas très loin, mais maintenant les gens n'hésitent plus à faire des kilomètres, certains télétravaillent...

Alors ils quittent les villes pour la campagne ou ce qu'il en reste aussi parce qu'à force de construire dans les villages, il ne reste pas grand-chose d'agricole ou de naturel. Hier, j'ai inauguré une aire de jeu qui a pris la place d'un bloc d'immeubles décrépits qu'on a rasés. Avant-hier, c'était un jardin partagé à la place d'une grande friche commerciale. Ça change pour un maire. J'étais un maire bâtisseur et me voilà à construire la ville sur ses vides. Franchement je ne sais pas ce que les gens vont chercher ailleurs ! Il y a plus de verdure dans ma ville maintenant que dans leur prétendue campagne !

Il y a quarante ans, il était question de construire la ville à la campagne. C'est l'inverse qui se passe. On fait rentrer la nature en ville et pas qu'un peu ! C'est d'autant plus drôle que je vois de temps en temps mes anciens concitoyens. Quand ils viennent voir un spectacle, s'offrir un resto... tout ce qu'ils ne trouvent pas dans leurs cités dortoirs résidentiaux-pavillonnaires. Mais qu'est-ce qui a bien pu se passer pour que les gens n'aient plus envie de vivre ensemble ?"

➔ Notre questionnement

Comme toutes les villes ne deviendront pas des métropoles, ne faut-il pas viser la qualité urbaine plutôt que la croissance de taille des villes ?

Maîtriser l'étalement urbain ne suppose-t-il pas une coordination efficace des communes d'une même agglomération ?

Peut-on repenser la ville en ne cherchant plus à remplir les vides, mais à construire l'urbanité autour de ses vides ?

➔ À lire, à voir...

AURM, «La ville qui rétrécit : un mal pour un bien ?», Matinale, 2015

AURM, «Quand la ville décroît», Bloc notes, novembre 2015

Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., « Shrinking Cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », Cybergéo <http://cybergeo.revues.org/26136>

Léger JF., «Les villes moyennes en perte de vue ? », Population et Avenir, n° 706, janvier-février 2012



Consultez notre blog et échangez avec nous sur ... demain.aurm.org



Contact : Didier Taverne
 Directeur d'études Socio-économie
 33 avenue de Colmar -5ème étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 82
 Courriel : Didier.taverne@aurm.org


 agence d'urbanisme de
 la région mulhousienne



21/25 **DEMAIN**

25 questions pour interroger l'avenir

Nos sols pollués utiles et fertiles ?

L'activité humaine contribue depuis des décennies à l'altération des sols. Les industries sont en tête de liste des différents pollueurs. Elles laissent souvent des terrains de plusieurs hectares inutilisables à l'arrêt de leur activité.

Ces sites représentent un potentiel renouvelé de développement urbain. De quelle manière peuvent-ils participer à l'effort de réduction de la consommation foncière des terres agricoles et naturelles ?

Demain, ces lieux «stériles» retrouveront-ils un usage ? Seront-ils à nouveau «fertiles» ?

La vision ci-après illustre les possibles évolutions d'ici une vingtaine d'années

Ramener de la nature en ville, à défaut de terres cultivables

Pour mieux préserver les espaces agricoles mais aussi valoriser des espaces «abandonnés», les collectivités se sont penchées sur la reconversion de friches polluées ou non. En 2040, la plupart de ces sites ont retrouvé un usage urbain. Auparavant, les pratiques les plus utilisées consistaient à confiner des terres polluées sous une couche de béton. Celles-ci laissent place à de nouveaux espaces où différents usages se retrouvent : commerces, bureaux, logements et espaces publics.



L'ancien site sidérurgique Belval (Esch-sur-Alzette au Luxembourg) se transforme peu à peu. Quelques bâtiments de l'âge d'or industriel sont encore visibles. Autour des cheminées, la cité des sciences se constitue avec les archives nationales, un incubateur d'entreprises, un centre de recherche...

DONNÉES CLEFS

En Alsace

9510 installations anciennes ont pu être à l'origine d'une pollution des sols
(Source Dreal Alsace -2014 - Inventaire BASIAS)

349 sites présentent une pollution de sol avec un risque pour l'environnement ou pour la sécurité des personnes
(Source Dreal Alsace -2014 - Inventaire BASOL)

En France

1000 km² soit la surface de Paris, seraient pollués, l'équivalent de 2000 exploitations agricoles



«Sol Fertile», une colline de dépollution des terres à Saint-Herblain. En surface, se retrouvent les espaces de déambulation et le stockage de la terre «propre». Sous les collines, se retrouvent les circulations ferroviaires, routières et fluviales. Elles desservent les différents bâtiments ferroviaires de traitement de la terre polluée
(Source : Atelier prospectif par des étudiants de l'école d'architecture de Nantes)

Unifier le passé industriel au développement urbain durable en redonnant une vie aux terrains pollués par des phytotechnologies...

Depuis, il a été développé des «usines» de dépollution, à l'instar du projet d'étudiants de l'école d'architecture de Nantes qui est devenu un exemple.

Parallèlement, les techniques de **phytotechnologie** ont permis de déployer ce concept sur plusieurs sites. La technique la plus avancée en termes de développement porte le nom de «**phytostabilisation**». Elle consiste à planter une couverture végétale qui immobilise les contaminants dans le sol. Plusieurs plantes sont possibles. Le «**tabouret des bois**» a été expérimenté sur plusieurs sites en Belgique et s'est ainsi développé ailleurs. D'autres ont développé des **substrats à base de champignons**, qui évitent des déchets à traiter différemment.



Polypop EIFFAGE

Polypop réalise avec le Groupe Eiffage un projet pilote unique en Europe. Ils développent une application de la mycoremédiation en biotierre dynamique. Cette technique permet d'éviter aux déchets de classe 1 d'être envoyés en centre de confinement ou traités par procédé thermique.

... et ramener de la nature en ville

Cette façon de dépolluer a permis de **créer des zones vertes** au sein des projets de reconversion en toute sécurité pour les usagers des lieux.

Parmi les expériences particulières, le site d'une ancienne usine de camping-cars dans l'Oise est devenu un exemple. Sur une parcelle expérimentale de 580 m², **350 saules des vanniers ont été plantés**. L'objectif était de pouvoir reconquérir le foncier pour réaménager la ville et faire en sorte que ces terres ne soient plus «gelées». Au-delà de l'objectif de gestion des sols pollués, **les phytotechnologies contribuent à ramener de la nature en ville** pour les citoyens et les usagers.

Retrouver une production... plus «verte»

Le miscanthus herbe à éléphant, est une plante ayant beaucoup de vertus. Elle peut produire du chauffage ou de l'électricité, des fibres pour l'écoconstruction, du bioéthanol... » Cette plante, ainsi que le saule, ont été utilisés en phytostabilisation à des fins de **valorisation énergétique**.

Aujourd'hui, ces sites autrefois «stériles» sont devenus des lieux de production d'énergie «verte».

Demain, la «dépollution» des sites industriels sera une histoire ancienne. Les nouvelles installations intégreront les principes de non pollution et de remédiation dès leur implantation. Les terrains rendus constructibles auront une seconde vie. Toutefois, nos enfants pourront-ils jouer à côté de ceux-ci ?

➔ Notre questionnement

Sites pollués :

Faut-il les confiner, les végétaliser ou les «assainir» coûte que coûte ?

Comment favoriser leur reconversion face à la facilité de construire en extension urbaine ?

➔ À lire, à voir...

Publications

Essentiel de la Matinale : Sols souillés, bâtiments contaminés, sites pollués, ... Quelle seconde vie ? - AURM - 2017

Demain ... Et si la nature gagnait nos villes ? - AURM - 2017

La santé au coeur des politiques territoriales ? - AURM - 2017

Les phytotechnologies appliquées aux sites et sols pollués - ADEME - INERIS - 2012



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... demain.aurm.org



Contact : Catherine Horodyski
 Chargée d'études Projet urbain - Aménagement
 33 avenue de Colmar - 5ème étage
 68200 MULHOUSE
 Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
 Tél. : 03 69 77 60 76
 Courriel : catherine.horodyski@aurm.org


 agence d'urbanisme de
 la région mulhousienne

Vers des territoires moins inégalitaires ?

Un récent rapport du Comité Economique, Social et Environnemental met en lumière l'accroissement des inégalités sociales et territoriales en France, notamment dans les grandes agglomérations. **« Beaucoup des territoires les plus pauvres et les plus délaissés du pays font paradoxalement partie [des] métropoles les plus riches et les plus dynamiques ».**

Où en sont les inégalités dans les principales agglomérations du département ? A quels enjeux locaux faisons-nous face ?

Un état des lieux contrasté

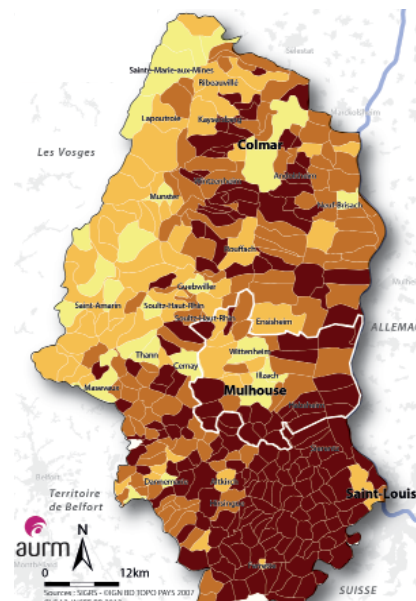
Le sud-Alsace abrite **trois agglomérations majeures** à l'échelle du Haut-Rhin :

- l'agglomération mulhousienne, qui compte près de 275 000 habitants,
- l'agglomération ludovicienne, qui accueille 53 000 habitants,
- l'agglomération de Thann-Cernay, qui compte près de 38 000 habitants.

Elles représentent à elles trois près de la moitié de la population du département. Ces territoires sont aussi marqués par des inégalités sociales et territoriales. Ainsi, les trois agglomérations comptent des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV). Le choix des périmètres de ces territoires a été fait en fonction du critère de la pauvreté des habitants.

A titre d'exemple, les ressources¹ annuelles disponibles dans le Quartier de la Gare de Saint-Louis sont de 13 764€ en 2013, contre 20 997€ pour l'ensemble de cette ville.

¹ Les ressources correspondent au revenu disponible, c'est-à-dire les revenus après impôt, y compris les prestations sociales et les revenus financiers.



Revenus médians par unité de consommation en 2012 (€)

- Faibles (< 20 000)
- Moyens (20 000 à 22 000)
- Élevés (22 000 - 24 000)
- Très élevés (>24 000)

A l'échelle du département, la population dont les ressources sont les plus élevées se situe dans les communes situées le long de la frontière suisse. Les vallées vosgiennes et les principales zones urbaines (Colmar, Mulhouse, Saint-Louis et Thann-Cernay) se caractérisent par des ressources plus faibles.

CHIFFRES CLEFS

22 445€

C'est l'écart de revenus médians annuels entre les habitants de la commune la plus pauvre (Mulhouse, 15 444€) et ceux de la commune la plus riche (Neuwiller, 37 889€) du département en 2013.

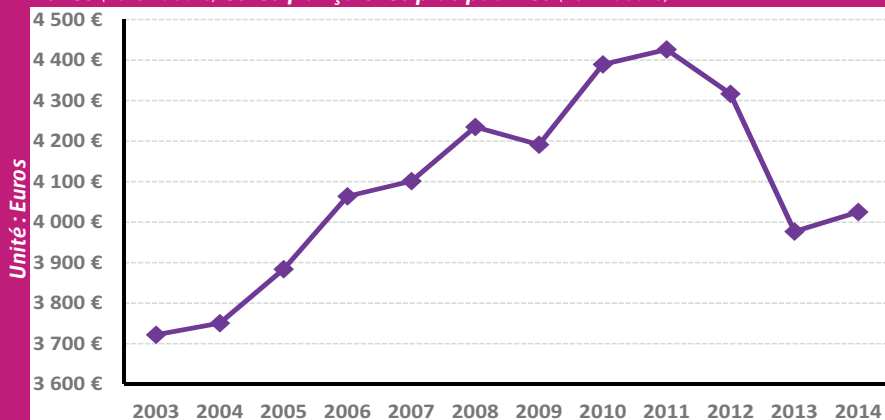
12,5%

C'est la part des ménages du département vivant sous le seuil de pauvreté en 2013 (14,5% en France métropolitaine).

14%

des allocataires CAF du département voyaient leurs revenus dépendre entièrement des prestations sociales en 2015 (14% en France métropolitaine).

Evolution de l'écart des revenus médians mensuels entre les français les plus riches (i.e. 9^e décile) et les français les plus pauvres (i.e. 1^e décile).



Ce graphique illustre la croissance des inégalités de revenus entre les français les plus riches et les français les plus pauvres. L'écart s'est atténué entre 2011 et 2013 en raison notamment des hausses d'impôts, qui ont touché les plus aisés. Il augmente de nouveau depuis cette date. Ainsi, en 2014, l'écart des revenus est de 4 025€ par mois.

source : Insee/Filosofi, rétropolation des données réalisée par l'Observatoire des Inégalités

Trois enjeux majeurs peuvent contribuer à réduire les inégalités sociales et territoriales.

Les inégalités sociales et territoriales sont donc bien réelles dans nos agglomérations. Trois leviers sont communément mis en avant pour les réduire :

- **L'amélioration du niveau de formation**

Le taux de scolarisation des jeunes de m2A, par exemple, évolue de manière positive. Il a augmenté de 2 points (de 57% à 59%) entre 2008 et 2013, quand le taux national stagnait à 65%. Cependant, dans le détail, on constate que le rattrapage concerne peu les 18/24 ans. Cet écart montre qu'une partie des jeunes de l'agglomération arrêtent leurs études relativement tôt, pour certains dès la fin de la scolarité obligatoire. Ils sont sans doute nombreux parmi eux à n'avoir aucun diplôme, ou un faible niveau de diplôme. Cela constitue aujourd'hui un handicap certain pour accéder à l'emploi.

- **Créer de l'emploi**

Sur le long terme, la réduction des inégalités sociales et territoriales passe en effet par la capacité des économies locales à générer de l'emploi. Sur ce plan, la situation s'améliore dans l'agglomération mulhousienne. Ainsi, depuis le second semestre 2015, l'économie locale recrée des emplois. Ces créations de postes sont surtout le fait des services marchands et de l'intérim. Pour autant, il n'est pas certain que cette dynamique suffise à réduire les inégalités car les emplois créés sont assez précaires.

- **Aménager différemment le territoire**

La loi Egalité et Citoyenneté, adoptée en janvier 2017 prévoit d'utiliser le levier du logement social pour réduire les inégalités sociales et territoriales. Ainsi, les bailleurs sociaux seront tenus de consacrer un quart de leurs attributions de logements hors des QPPV aux 25% des ménages les plus pauvres. La loi prévoit aussi de « territorialiser la réflexion sur les attributions de logements sociaux » en rendant obligatoire la mise en place d'un document qui doit coordonner la stratégie territoriale de peuplement.

A terme, l'action sur ces trois leviers permettra-t-elle de réduire durablement les inégalités sociales et territoriales ?

Les marges de manoeuvre dont disposent nos élus locaux sont-elles suffisantes ?



La formation des jeunes est un enjeu majeur pour l'agglomération mulhousienne. En 2013, 18% des 15/24 ans non scolarisés ont un niveau de diplôme supérieur au Bac, contre 21% en France métropolitaine.

➔ Notre questionnement

Demain, comment vont évoluer localement les inégalités sociales et territoriales ?

Agir sur le logement social constituera-t-il un levier local pertinent ?

➔ À lire, à voir...

« Pauvreté, inégalités sociales et territoriales. Quelles réponses politiques locales ? », AURM, mai 2015.

« Les évolutions récentes de l'emploi salarié dans la région mulhousienne. Un peu d'optimisme pour l'avenir ? », AURM, mai 2017.

« La réduction des inégalités territoriales : quelle politique nationale d'aménagement du territoire ? », Conseil Economique, Social et Environnemental, décembre 2013.

« Réconcilier la France, rapport annuel sur l'état de la France 2017 », Conseil Economique, Social et Environnemental, mai 2017.



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... demain.aurm.org



Contact : Sébastien Dassonville

Chargé d'études cohésion sociale
33 avenue de Colmar -5^{ème} étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)

Tél. : 03 69 77 60 83

Courriel : sebastien.dassonville@aurm.org



DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

Le tourisme virtuel : un bouleversement ?

Le tourisme est un secteur qui profite de plus en plus des outils numériques. La promotion d'un territoire, d'un équipement touristique ou la mise en place de visites à distance sont facilitées par les nouvelles technologies : images 3D, réalité virtuelle, application pour des visites virtuelles.

Comment le domaine du tourisme va-t-il s'adapter à ces technologies? Le e-tourisme et le tourisme virtuel vont-ils continuer à prendre de l'ampleur?

e-tourisme : un secteur en expansion

Les professionnels du tourisme utilisent les outils numériques depuis plusieurs années.

- **pour aider le touriste à préparer son voyage**

La majorité des visiteurs prépare leur voyage sur Internet, que ce soit pour réserver des titres de transport, des hébergements ou se renseigner sur les attraits et lieux de visite de la destination souhaitée.

- **pour promouvoir des destinations**

L'utilisation du numérique va à présent plus loin. Certains équipements touristiques proposent des visites à distance : une publicité efficace qui transporte directement les futurs touristes sur les lieux. Les visites virtuelles sont un réel avant-goût du voyage, créées dans le but de donner envie aux visiteurs et leur montrer un aperçu rapide de la destination. **La réalité virtuelle est un enjeu marketing dans le domaine du tourisme. Elle permet de vendre une expérience, un territoire ou une histoire.**



Le voyageur, Thomas Cook, donne un aperçu de quelques destinations grâce à des casques avec une vision 360°.
Crédit photo : Pixabay / Pexels



L'office de tourisme de Genevilliers propose une visite à 360°. Il permet de **repérer et visiter** les restaurants, commerces, hébergements et équipements culturels (entre autres) de la ville.

DONNÉES CLEFS

+ 4 % : croissance des ventes en ligne de voyage de 2014 à 2015

Source : Fevad - Fédération du e-commerce et des ventes à distance

e-tourisme = **50 %** du e-commerce

Source : Fevad - Fédération du e-commerce et des ventes à distance

200 000 visiteurs en 2015, sur les sites Internet de l'Office de Tourisme de Mulhouse

Source : OT de Mulhouse

Top10 des sites de tourisme en ligne en France
Nombre de visiteurs uniques moyens par mois

voyages-sncf.com	6 440 000
booking.com	4 818 000
Air France	2 318 000
Airbnb	1 902 000
Vente-privée Voyages	1 759 000
Blablacar	1 505 000
Easyjet	1 376 000
Opodo	1 372 000
eDreams	1 302 000
Accor Hotels	1 197 000

Source : Médiamétrie

Certains territoires ou équipements vont encore plus loin en proposant des visites virtuelles en temps réel ou des expériences insolites.

- **Des visites en direct**

Georama a lancé une application permettant de visiter une ville en temps réel. Un guide, équipé d'une GoPro (caméra embarquée), parcourt les quartiers en commentant la ville et ses attraits. Le visiteur virtuel peut demander au guide de changer de direction, de se rapprocher d'un monument particulier, etc.

- **Des expériences inédites**

Les medias profitent également des avancées technologiques pour proposer des expériences insolites. C'est le cas, par exemple, de National Geographic qui propose une visite du parc national de Yosemite avec la famille Obama.



L'ascension virtuelle du Mont Blanc, proposée par la commune de St Gervais, en lien avec Google.
Crédit photo : Pixabay

Quelles évolutions pour le sud Alsace?

Deux scénarios imaginent l'évolution du tourisme et des visites culturelles dans le sud-Alsace d'ici 2025.

- **Les immersions réelles toujours majoritaires**

La réalité virtuelle n'est utilisée qu'à des fins de publicité par les voyageurs et organismes touristiques du sud Alsace. Les visites virtuelles n'ont pas eu le succès escompté. Les touristes préfèrent se déplacer, rencontrer la population et s'imprégner au mieux des ambiances du territoire. Ceci profite à l'hôtellerie, qui a encore de belles années devant elle.

- **Vers un tourisme virtuel généralisé**

Voyager sans bouger est devenu monnaie courante! Le principe : mettre son casque, choisir la destination à visiter et s'asseoir dans son canapé pour profiter du spectacle.

Les touristes s'immergent virtuellement dans le sud-Alsace grâce à des vidéos, que ce soit en ville, dans les campagnes sundgauviennes ou dans les montagnes vosgiennes. La technologie permet de ressentir les ambiances des lieux, grâce aux sons, aux odeurs et même aux touchers. L'immersion est quasi-totale.

La question de la réalité virtuelle impacte le domaine du tourisme, en termes de «communication» et de modes de visites touristiques.

Les touristes vont-ils faire le choix de se déplacer virtuellement?

Les outils numériques vont-ils être développés au point de se substituer aux échanges et rencontres réelles entre touristes et populations locales?

➔ Notre questionnaire



Le tourisme virtuel prendra de l'ampleur :

Quelles attentes des touristes?

Quel virage pour le sud-Alsace?



➔ À lire, à voir...

« Plongée dans le tourisme virtuel »
L'écho touristique, mai 2014

« Réalité virtuelle : un véritable enjeu marketing pour les pros du tourisme »,
www.tourmag.com, janvier 2016



consulter notre blog et échanger avec nous sur... **demain.aurm.org**



Contact : Nathalie Saby
Chargée d'études Centre de ressources
33 avenue de Colmar -5ème étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 73
Courriel : nathalie.saby@aurm.org

aurm 25ANS
agence d'urbanisme de la région mulhousienne

DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

Le véhicule autonome libérera l'espace public ?

Tout le monde parle du véhicule autonome. Mais concrètement, quels impacts pourrait avoir le véhicule autonome sur nos territoires et espaces publics ? L'utopie d'une ville sans voiture deviendrait-elle réalité ? Lisez plutôt...

Les mobilités façonnent la ville

Nos territoires ont toujours connu d'importantes évolutions suite à l'arrivée de nouveaux modes de transports. Avant le 19^{ème} siècle, les villes étaient enserrées dans leurs remparts. L'arrivée du chemin de fer au 19^{ème} siècle a généré une «urbanisation en doigts de gant», en «chapelet le long des voies ferrées».

La généralisation de la voiture individuelle au cours de la 2^{ème} moitié du 20^{ème} siècle s'est traduite par une urbanisation en «tache d'huile». Depuis plus de 50 ans, nos villes sont dessinées pour la voiture. L'étalement urbain a été favorisé. De grands parkings ont été aménagés dans les zones commerciales et les parcs d'activités, mais aussi dans les centres-villes. Les voies de circulation ont été calibrées pour accueillir le trafic routier.

En 2017, les universités, dont celle de Haute Alsace, les constructeurs automobiles, les géants du numérique, travaillent au développement du véhicule autonome. Au cours des 10 prochaines années, la voiture autonome devrait arriver en force dans nos territoires.



En 2017, les espaces publics sont «encombrés» par le stationnement voiture.



A Mulhouse, le laboratoire Modélisation, Intelligence, Processus et Systèmes de l'Université de Haute Alsace travaille à un projet expérimental de voiture autonome.

DONNÉES CLEFS



Avec les bus et les véhicules autonomes, la circulation sera plus fluide qu'aujourd'hui dans nos villes. Les véhicules autonomes pourraient circuler de manière beaucoup plus rapprochée les uns des autres, ce qui mathématiquement génère un besoin moindre d'emprises routières.

D'après l'OCDE, à long terme, **1 véhicule autonome** pourrait remplacer **10 voitures individuelles** par l'optimisation de l'usage de la voiture :

- Plus de passagers à bord de la voiture (covoiturage).
- Plus longue durée d'usage de la voiture dans la journée (autopartage).

Demain, le véhicule autonome favorisera-t-il une ville plus agréable pour les habitants ? Comment les territoires pourraient-ils profiter de l'arrivée du véhicule autonome ?

Qu'est-ce qu'un véhicule autonome ?

Le véhicule autonome sera thermique ou électrique. Par rapport aux voitures actuelles, le véhicule autonome disposera d'un système de pilotage automatique. Il pourra circuler sans intervention humaine. C'est l'ordinateur avec ses capteurs qui conduiront les occupants de la voiture à destination.

Le fonctionnement du véhicule autonome pourrait se rapprocher à la fois de l'autopartage (CITIZ) et du covoiturage (BlaBlaCar). Par exemple, pour réaliser un déplacement, l'utilisateur «commanderait» sa voiture depuis son smartphone. Au cours du trajet, le véhicule autonome pourrait déposer et prendre d'autres personnes. Dans cette hypothèse, la voiture serait partagée. Elle deviendrait uniquement «servicielle».

Demain, 90 % de voitures en moins ?

Selon l'hypothèse de l'OCDE, reposant sur la généralisation du véhicule autonome partagé, une voiture autonome pourrait remplacer dix voitures actuelles à un horizon 2035-2040.

La réduction drastique du nombre de voitures s'expliquerait par un plus grand nombre de personnes transportées par déplacement. Elle trouverait également son origine dans une utilisation plus importante des véhicules autonomes partagés. En 2017, 95 % du temps, les voitures individuelles ne circulent pas et «restent au garage».

Réenchantons nos villes et nos villages !

Avec le véhicule autonome, les besoins de stationnement se réduiraient donc de façon très importante. Les voitures autonomes pourraient également circuler de manière très rapprochée les unes par rapport aux autres. Les besoins en termes d'emprises routières seraient réduits.

Les perspectives de réinvestissement des parkings voitures et des espaces publics seraient donc colossales. Avec la quasi disparition du stationnement automobile, les rues pourraient devenir beaucoup plus qualitatives : davantage de nature, plus de places dédiées à la marche, au vélo.... Les anciens parkings s'ils pourraient être transformés en logements ou en bureaux....

Demain, les débats portant sur la place de la voiture en ville seront de l'histoire ancienne. Aujourd'hui, il y a urgence à lancer une réflexion portant sur la mutation des espaces actuellement «tout voiture» et sur l'intégration de la voiture autonome dans la cité de demain !



Source : Airbus
Demain, des voitures volantes dans nos villes ? L'avionneur européen Airbus y travaille...

➔ Notre questionnaire

Demain, le véhicule autonome :

- Remplacera votre voiture individuelle ?
- Se substituera aux transports collectifs de masse ?
- Transformera l'ambiance de nos cités ?

➔ À lire, à voir...

Site web du pôle véhicule du futur
vehiculedefutur.com

Site web consacré à la voiture autonome
voitureautonome.com

Site web du laboratoire de Modélisation, Intelligence, Processus et Systèmes
mips.uha.fr

Voiture Autonome et urbanisme - Film du cabinet d'urbanisme SARL Nicolas Boudier
[youtube.com/watch?v=5VrisuVLDBY](https://www.youtube.com/watch?v=5VrisuVLDBY)



Consultez notre blog et échangez avec nous sur... demain.aurm.org



Contact : Stéphane DREYER
Chargé d'études principal mobilités-réseaux
33 avenue de Colmar - 5ème étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 81
Courriel : stephane.dreyer@aurm.org


agence d'urbanisme de la région mulhousienne



DEMAIN

25 questions pour interroger l'avenir

Ville-campagne : une relation de confiance !

Alimentation, circuits économiques, production d'énergie, ressources en eau, logiques résidentielles et transports... tous ces enjeux cruciaux se jouent à une échelle inter-territoriale. Aujourd'hui, des coopérations se tissent entre territoires complémentaires. Ces démarches font écho à des initiatives citoyennes ou aux interventions issues du monde économique. Ces alliances permettront-elles aux villes et villages de relever le défi des transitions économiques, écologique et sociales à venir ?

Qu'aurait à en dire une habitante, dans 25 ans ?



Chez moi, dans mon village comme dans le monde

« Je suis née dans le Sundgau. Je m'y sens chez moi, et j'y suis revenue à la fin de mes études, dans les années 2040.

Mais je suis alsacienne ET citoyenne du monde. Grâce au réseau des Universités du Rhin Supérieur, j'ai pu compléter ma formation en partant étudier en Inde et au Japon, à la pointe dans le domaine de la transition agricole.

...



Notre espace de vie quotidien tend à s'affranchir des frontières institutionnelles.



«Le pouvoir des flux prend le pas sur les flux de pouvoir ». Cette évolution, que Manuel Castells analysait dans son ouvrage «La société en réseaux» (1996), est-elle inéluctable ? De nouvelles formes d'action publique pourraient-elles contribuer à relever le défi de l'égalité des territoires ?

DONNÉES CLEFS

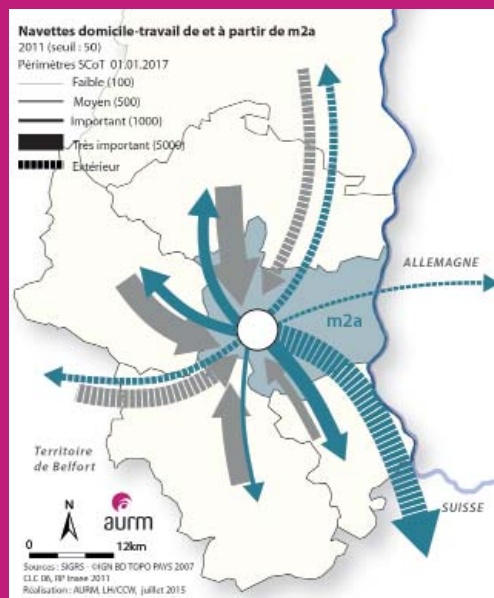
1800m² est la surface nécessaire pour nourrir un habitant de l'agglomération bâloise.

Toutes productions confondus, sauf boissons, sur la base des rendements suisses moyens. Thèse de Master d'Adrian Moser, Haute école spécialisée de Muttenz, Bâle-Campagne, 2013.

L'eau de Mulhouse c'est 14 communes et 195 000 habitants desservis. Elle provient de la vallée de la Doller, qui en assure la remarquable qualité.

Des années 80 à la fin des années 2000, les distances domicile-travail parcourues en France sont passées de **17 à 25 km** par jour en moyenne.

L'ampleur et l'amplitude des déplacements quotidiens soulignent les liens entre territoires. ▶



Nous vivons dans une société qui fonctionne de plus en plus en réseaux, dans des territoires toujours plus interconnectés et en interactions.

... (suite)

Une viticultrice 4.0

Aujourd'hui, je suis installée au milieu de mes vignes, dont les variétés sont adaptées au changement climatique. Chaque plant est suivi par des capteurs électroniques si précis que les traitements phytosanitaires sont devenus obsolètes. Le vin que je produis est distribué via les réseaux locaux auprès des restaurants de l'agglomération voisine, des coopératives d'acheteurs... Grâce aux contacts que j'ai su conserver suite à mes expériences à l'étranger, on trouve également mon Chardonnay dans une chaîne d'épicerie fines à Singapour !

Et puis, il semblerait qu'une opportunité se dessine avec une entreprise allemande voisine, pour valoriser la pulpe de raisin dans le domaine de la cosmétique naturelle.

Si cela marche, cela sera un autre bel exemple d'économie circulaire. On n'en attend pas moins d'un territoire qui, grâce à la synergie entre citoyens et collectivités, a été le premier territoire en France à arriver à son objectif «zéro déchet», en 2030.

Les réseaux, les réseaux, toujours les réseaux...

Grâce aux réseaux, aussi bien locaux que globaux, j'ai réussi à développer mon activité. Et, quand j'y pense, c'est aussi grâce à ses propres réseaux que l'Alsace a réussi à se réinventer.

Entre lieu de travail et lieu de résidence, la vie quotidienne des habitants se déployait déjà sur l'ensemble de ce secteur, caractérisé par une organisation territoriale dense, polycentrique et transfrontalière. La généralisation des navettes autonomes solaires, fleuron de l'industrie locale, a encore facilité les échanges.

Et il ne faut pas oublier l'avènement des énergies renouvelables. Forcément plus décentralisées, elles ont encore accentué la coopération entre les territoires. Les métropoles, denses, pouvaient difficilement couvrir leurs besoins sans avoir recouru aux territoires ruraux voisins, qui eux, avaient la capacité de produire davantage.

Les liens se sont tissés entre les habitants des villes et des campagnes et aussi entre les collectivités. Petit à petit, le territoire s'est constitué en un réseau solidaire et résilient, fort de ses complémentarités. En 2020, on parlait de réciprocité ville-campagne. Lors de la transition écologique et de la re-territorialisation de l'économie, c'est en partie cette configuration qui a permis au territoire de tirer son épingle du jeu.

J'ai profité de ce succès et je continue d'y contribuer aujourd'hui. Ancrée dans mon village, hypermobile, ouverte sur le monde... Je suis la fière représentante d'une ruralité renouvelée, en prise directe avec le monde urbain ! »



La forêt vosgienne : lieu de récréation des urbains, mais aussi fournisseur d'énergie-bois pour le territoire. Un exemple d'échanges réciproques.

➔ Notre questionnement



Réseaux institutionnels, réseaux relationnels : quelles nouvelles donnes ?

Complémentarité ville-campagne : quelles applications dans nos territoires très imbriqués ?



➔ À lire, à voir...

Bloc Notes : « Trajectoires de développement territorial - Retour sur le Club Eco FNAU », AURM, Didier Taverne, Avril 2017 - www.aurm.org

Essentiel de la Matinale de l'AURM : « Territoires de vie, un élargissement certain. Territoires de coopération, une démultiplication nécessaire ? » - Octobre 2012- www.aurm.org

Colloque national "Vers une nouvelle alliance des territoires. Urbain, périurbain, rural : dialoguer, expérimenter, agir ensemble", le 20 Octobre 2017 à La Cité des Congrès de Nantes. <https://www.ville-emploi.asso.fr/colloque-national-vers-une-nouvelle-alliance-des-territoires/>



Consultez notre blog et échangez avec nous sur demain.aurm.org



Contact : Cécile Califano-Walch
Aménagement - Paysage - Territoire
33 avenue de Colmar - 5ème étage
68200 MULHOUSE
Station tram : «Grand'Rex» (ligne 1)
Tél. : 03 69 77 60 78
Courriel : cecile.califano-walch@aurm.org


agence d'urbanisme de
la région mulhousienne